

**Conseil communal de Lomme**  
**Séance du jeudi 6 février 2025**

**Procès-verbal**

**SOMMAIRE**

-	Appel nominatif des membres du Conseil Communal.....	3
-	Approbation du procès-verbal du Conseil communal du 12 décembre 2024 .....	3
-	Hommage à Nathalie HUSSE .....	4
-	Inauguration de la piscine Marie Wattel .....	5
-	Accueil de M. Cédric LEGRAND .....	5
2025/XX	Motion contre la réduction des financements dédiés à la prévention spécialisée dans le Département du Nord .....	6
2025/XX	Vœu relatif à l'hébergement des mineurs non accompagnés .....	7
2025/01	Exercice 2025 – Fiscalité directe locale – Information sur les bases prévisionnelles 2025 et vote des taux 2025.....	9
2025/02	Adoption du Budget Primitif pour l'exercice 2025.....	10
2025/03	Budget primitif 2025 – Autorisations de Programme et Crédits de Paiement .....	25
2025/04	Quartier de la Mitterrie - Avis du Conseil communal sur le lancement d'une concertation préalable à l'ouverture à l'urbanisation du site dit de la "Briqueterie" .....	25
2025/05	Bibliothèque municipale - Convention de don avec l'association La Bouquinerie du Sart.....	27
2025/06	Plan lommois de développement des énergies renouvelables à l'horizon 2030 .....	28
2025/07	Réalisation d'audits énergétiques et de Simulation Thermique Dynamique (STD) dans plusieurs bâtiments - Fonds de concours de la Métropole Européenne de Lille (MEL) - convention entre la MEL et la Ville .....	32
2025/08	Règlement intérieur de la déchèterie municipale .....	33
2025/09	Prime à l'achat de vélo et accessoires 2025 .....	33
2025/10	Soutien à l'AFM Téléthon .....	35
2025/11	Conventions entre la Ville et les associations .....	36
2025/12	Subventions au titre de l'année 2025 .....	36
2025/13	Réalisation d'un terrain multisports « Blum » - Fonds de concours de la Métropole Européenne de Lille (MEL) - convention entre la MEL et la Ville .....	38

2025/14	Conventions d'objectifs et de financement avec la CAF relatives à l'aide aux Loisirs Equitables et Accessibles (LEA) adossée à la prestation de service ordinaire (PSO), pour la Ville de Lille et ses communes associées d'Hellemmes et de Lomme .....	39
2025/15	Mises à jour des aides à l'habitat durable, à la transition écologique et au ravalement de façades .....	40
2025/16	Octroi des aides habitat durable transition écologique et façades.....	40
2025/17	Prorogation du délai d'exécution de l'agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) de la Ville de Lille et ses communes associées de Lomme et Hellemmes .....	41
2025/18	Appel à manifestation d'intérêt d'assurance multirisque habitation à destination des ménages locataires modestes de Lille, Hellemmes et Lomme - Désignation du lauréat - Convention de partenariat entre VYV conseil et la Ville.....	45
2025/19	Groupement de commandes entre la Ville de Lille, ses communes associées, les CCAS de Lille et de Lomme et la Caisse des écoles - Autorisation de signature des marchés d'assurance.....	46
2025/20	Accord-cadre ayant pour objet la fourniture et la pose de mobilier urbain pour la Ville de Lille et ses Communes associées.....	48

*Le Conseil communal s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Lomme le jeudi 6 février 2025  
sous la présidence de Monsieur Olivier CAREMELLE, Maire de Lomme.  
La séance est ouverte à 19 heures.*

Étaient présents les membres inscrits au tableau, à l'exception de :

Mme Delphine BLAS, Mme Martine PONCHANT, M. Roger VICOT, Mme Anne LEDUC, Mme Catherine DE RUYTER et M. Maxime MOULIN, conseillers communaux.

**M. LE MAIRE.-** Bonsoir à toutes et à tous, merci de prendre place.

Je passe la parole à Monsieur Philippe LEMIERE, secrétaire de séance, pour faire l'appel.

**- APPEL NOMINATIF DES MEMBRES DU CONSEIL COMMUNAL**  
*(par Monsieur Philippe LEMIERE)*

Mme Delphine BLAS a donné pouvoir à M. Alain GRILLET  
Mme Martine PONCHANT a donné pouvoir à M. Bouchta DOUICHI  
M. Roger VICOT a donné pouvoir à M. Olivier CAREMELLE  
Mme Anne LEDUC a donné pouvoir à Mme Karima HARIZI  
Mme Catherine DE RUYTER a donné pouvoir à M. Nicolas GROSSE  
M. Maxime MOULIN est absent excusé

Arrivés en cours de séance :

M. Saïd BECHROURI à 19 heures 28, lors de l'examen de la délibération 2025/02

M. BUTSTRAEN à 19 heures 30, lors de l'examen de la délibération 2025/02

**- APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAL DU 12 DECEMBRE 2024**

**M. LE MAIRE.-** J'ouvre la séance du Conseil communal par l'approbation du procès-verbal du Conseil communal du 12 décembre 2024.

Appelle-t-il des commentaires ou difficultés ? *(Aucune remarque n'est formulée.)*

Je passe au vote.

Qui vote pour ?

*(Le procès-verbal du Conseil communal du 12 décembre 2024 est adopté à l'unanimité.)*

Je vous remercie.

- **HOMMAGE A NATHALIE HUSSE**

*(Projection d'une photo)*

**M. LE MAIRE.**- Malheureusement, un mot pour continuer sur un hommage, car, vous le savez, nous avons eu le regret vraiment terrible de perdre un agent très connu : Madame Nathalie HUSSE ; beaucoup d'entre nous la connaissaient et l'appréciaient.

Directrice de la Maison du Citoyen pendant de longues années, elle avait démarré sa carrière professionnelle au sein de la Ville en qualité d'assistante de direction auprès de Monsieur Claude LEPOT, lui-même bien connu des Lommois, alors Directeur des Services techniques. Nathalie, souhaitant alors élargir son champ de compétences, avait désiré prendre part au projet de création d'une Maison du Citoyen – je vous rappelle l'inauguration en 2008 –, projet initié à l'époque par le Maire, Yves DURAND, engagé pour que chacune et chacun puisse faire valoir ses droits. Nathalie participa avec une énergie et un engagement professionnel remarquables au lancement de ce nouveau service public, qui, aujourd'hui, vous le savez, a pignon sur l'avenue de Dunkerque et a une audience, d'ailleurs, au-delà de la ville.

Elle a permis d'en faire ce qu'il est aujourd'hui, c'est-à-dire un lieu unique, un guichet unique, où les Lommoises et les Lommois, mais aussi d'autres, des Lambersartois notamment et des Lillois, peuvent disposer d'une aide et d'un accompagnement.

Cette Maison – j'allais dire, quelque part, « sa maison » – rayonne sur notre territoire et c'est aussi grâce au travail que Nathalie a mené.

Dans ce moment, nous pensons évidemment à sa famille, mais aussi à ses collègues nombreux, vraiment très nombreux – nous avons reçu beaucoup de témoignages de gens qui sont partis et qui la connaissaient, d'agents qui sont là et qui la regrettent, évidemment, ses collègues de la Maison du Citoyen avec qui elle a œuvré longtemps –, je pense à ce qu'elle a apporté à notre ville, à la personne qu'elle a été, au-delà de l'agent ; il suffit de regarder le visage de Nathalie, de regarder ses yeux et de regarder la personne qu'elle a été et qu'elle est toujours, en tout cas dans nos mémoires, évidemment, malheureusement, malgré sa disparition.

Elle fut également présidente de l'association Les Blouses Roses, dont les bénévoles apportent présence, sourire, écoute et réconfort, pour faire oublier la maladie aux enfants hospitalisés.

Nous garderons de Nathalie un souvenir ému, puissant, pour la personne qu'elle a été, au-delà de ses fonctions. C'était une agente – je le répète – remarquable et une femme – je le dis simplement – formidable.

Je vous demande de bien vouloir procéder à une minute de silence.

*(Une minute de silence est observée en hommage à Nathalie HUSSE.)*

Merci.

- **INAUGURATION DE LA PISCINE MARIE WATTEL**

**M. LE MAIRE.**- Avant d'entamer l'ordre du jour, deux informations.

Pour ceux qui n'auraient pas vu l'actualité la semaine dernière, nous avons inauguré... je ne dis pas « la nouvelle piscine », mais notre piscine revue, retoiletée, je ne reviens pas sur l'argumentaire.

Je vous propose de découvrir l'inauguration de la piscine Marie Wattel en quelques minutes ou quelques secondes.

*(Projection d'une vidéo)*

Merci au Service communication pour cette version raccourcie de l'inauguration pour ceux et celles qui l'auraient manquée. Cela a été un moment très important dans la semaine, mais, plus largement, dans le mandat ; il traduit bien ce dont on va parler aujourd'hui : les politiques de transitions de la Ville, 5,2 M€ d'investissement, et chaque euro investi a été bien investi pour retoiletter, réhabiliter, notamment d'un point de vue thermique, notre piscine Marie Wattel.

Vous l'avez partiellement entendue, mais c'est une femme de conviction, une femme d'engagement et une sportive accomplie, puisque, vous le savez, elle a beaucoup de titres à son actif. Elle était vraiment très, très, très contente – j'oublie peut-être des « très » – et très émue de l'honneur que nous lui avons fait, mais ce sont les Lommois qui ont choisi et je pense que leur choix a été vraiment judicieux à souhait.

- **ACCUEIL DE M. CEDRIC LEGRAND**

**M. LE MAIRE.**- Sans transition, nous allons accueillir, vous l'avez entendu dans l'appel de Monsieur LEMIERE, notre nouveau conseiller municipal : Monsieur Cédric LEGRAND.

Je vous salue, Monsieur. Bienvenue à ce Conseil !

Vous aurez l'immense honneur et tâche de « remplacer »... de succéder à notre ami Vincent DHELIN, qui est parti sous d'autres cieux. C'est avec beaucoup de plaisir que nous vous accueillons dans ce Conseil pour pouvoir évoquer les dossiers qui sont les vôtres et certainement aussi les nôtres.

Bienvenue encore à vous et bon Conseil !

**M. LEGRAND.**- Merci.

**M. LE MAIRE.**- Je vais ouvrir la séance.

Nous avons deux motions.

## **2025/XX MOTION CONTRE LA REDUCTION DES FINANCEMENTS DEDIES A LA PREVENTION SPECIALISEE DANS LE DEPARTEMENT DU NORD**

**M. LE MAIRE.-** La première porte sur la réduction des financements dédiés à la prévention spécialisée dans le Département du Nord. Je dirai quelques mots après l'évocation de cette motion par Monsieur Bouchta DOUICHI.

**M. DOUICHI.-** Merci, Monsieur le Maire.

Mesdames et Messieurs, mes chers collègues,

Depuis plusieurs années, l'État ponctionne les collectivités locales, mettant ces dernières sous pression budgétaire croissante, plus particulièrement encore dans le cadre du budget 2025. Dans ce contexte, le Département du Nord a annoncé une réduction de 3 M€ dans le budget alloué à la prévention spécialisée en 2025, soit une baisse de 25 %. Pourtant, cette mission est une compétence des Départements depuis 1986 et réaffirmée comme l'une de leurs dépenses obligatoires dans le cadre de leur mission de protection de l'enfance par la décision du 21 juin 2017 de la Cour administrative d'appel de Nantes. Cette décision fragilise les acteurs de la prévention spécialisée qui représentent, dans le Nord, un réseau de 11 clubs de prévention et 300 professionnels qui ont accompagné plus de 10 000 jeunes en 2024.

Pour compenser son désengagement, le Département demande, de manière unilatérale, aux Communes de prendre en partie en charge le financement des clubs de prévention spécialisée. Nous avons davantage l'habitude de voir l'État agir ainsi, plutôt que les collectivités territoriales entre elles.

À titre d'exemple, l'association FCP, Prévention Culture Formation, acteur majeur de la prévention spécialisée sur notre métropole, va se voir amputée de la somme colossale de 550 000 € mettant un terme à la présence d'éducateurs de rue dans les zones urbaines sensibles. C'est une crise qui touche de plein fouet ces acteurs du lien social.

Nos villes Lille-Lomme-Hellemmes ont fait le choix politique de contribuer au financement des clubs de prévention, notamment l'association Itinéraires, à hauteur de 350 000 € en 2025, ce qui témoigne de l'importance que nous accordons à leur action auprès de nos habitants.

Réduire l'action des clubs de prévention spécialisée aggraverait les facteurs d'exclusion dans les quartiers déjà vulnérables, alors même que les études démontrent que l'investissement dans la prévention s'avère à la fois plus efficace et moins coûteux que les politiques répressives ou curatives. Enfin, sacrifier la prévention ne ferait qu'exacerber la crise que connaît déjà le système de l'aide sociale à l'enfance, que le Département entend pourtant préserver à travers la réduction de budget annoncée.

Ainsi, le Conseil communal demande :

- À l'État de revoir ses politiques d'économies imposées aux collectivités locales, afin de garantir aux Départements les ressources nécessaires à l'exercice de leurs compétences obligatoires ;
- Au Département du Nord de revenir sur cette décision budgétaire, en maintenant les financements dédiés à la prévention spécialisée à leur niveau actuel pour 2025 et au-delà.

Il est demandé au Conseil Communal de bien vouloir :

- ÉMETTRE un avis favorable à cette motion.

Merci.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Monsieur DOUICHI.

Je me permets un commentaire, puisqu'il n'y aura pas d'autre prise de parole, a priori, pour dire que ce vœu est présenté par les deux groupes, à la fois le groupe majoritaire, mais aussi Les Verts, qui ont bien voulu le cosigner avec nous.

Vous l'avez dit, je ne vais pas vous paraphraser, mais ce que vous dites sur l'aspect un peu sacrificiel de la prévention spécialisée, vous qui connaissez par cœur ce sujet, c'est évidemment prendre beaucoup de risques, pour aujourd'hui et certainement pour demain, pour les jeunes qui ont besoin d'être suivis ou pour les familles ; c'est un engagement qui, j'espère, sera revu par le Président du Département et plus largement, car malgré les propos qu'il a tenus, ce n'est pas que la personne du Président, c'est la politique menée qui pose problème – je préfère dire les choses ainsi, même si je ne cautionne pas du tout les propos qu'il a pu tenir auprès des agents du Département il y a quelques jours.

Ce budget du Département qui sera voté au mois de mars va recouper ou couper d'autres thématiques, vous le savez : les questions d'éducation, les questions de culture, cette fois-ci ce sont les questions de prévention avec une fragilisation des structures. Celles qui sont solides vont peiner, celles qui sont en difficulté risquent de s'arrêter, et il y aura – je le dis comme ça, un peu vulgairement – de la casse, et on sait comment cela peut se compliquer pour les Villes, mais aussi pour les familles et pour les enfants qui ont besoin d'être accompagnés.

On a eu dans notre ville des clubs de prévention, il n'y en a plus maintenant. Effectivement, le FCP continue d'intervenir chez nous, pas très loin d'ici, à ma gauche, au collège Jean Jaurès, avec un poste d'ALS.

Il y a eu aussi des politiques, quelquefois, qui ont été décidées au niveau de la Ville, de Lomme, mais de Lille et d'Hellemmes. Plus strictement sur Lomme, on a fait le choix historiquement, lorsque le Département a coupé les politiques d'éducation sur le Projet Éducatif Global Départemental en 2015, de prendre une nouvelle partie à notre charge, puisque notre Projet Éducatif Global, qui fête ses 20 ans cette année, va jusqu'à 18-20 ans, donc il nous semblait évident à l'époque de pouvoir suppléer et de répondre aux demandes des collèges, voire des lycées, mais nous ne pouvons pas tout faire, il faut faire aussi des choix avec nos collègues, et nous parlerons budget tout à l'heure. Évidemment, il est hors de question, aujourd'hui, d'aller répondre sur la tentation du Président de demander aux Villes de suppléer et de rattraper les 3 M€ qu'il pense couper, et on verra s'il maintient sa décision au regard de la manifestation, qui était très importante, cet après-midi, il y avait à peu près 1 500 personnes et il fallait entendre les voix « très colères », comme on dit chez moi, très colériques, sur la politique menée par le Département sur un sujet qui est brûlant et sensible pour notre métropole, comme pour les autres villes du département.

Si je n'ai pas d'autre demande d'intervention, je passe au vote.

Qui souhaite voter cette motion ?

*(La motion 2025/XX est adoptée à l'unanimité.)*

Je vous en remercie.

## **2025/XX VŒU RELATIF A L'HEBERGEMENT DES MINEURS NON ACCOMPAGNES**

**M. LE MAIRE.**- Madame ZYTKA-TARANTO pour le groupe des élus écologistes et le groupe majoritaire : un vœu relatif à l'hébergement des mineurs non accompagnés, qu'on appelle communément les « MNA ».

**Mme ZYTKA-TARANTO.**- Merci, Monsieur le Maire.



L'hiver dernier, des jeunes mineurs non accompagnés ont été hébergés par des particuliers et par des paroisses sur la métropole de Lille afin d'éviter qu'ils se retrouvent à la rue.

Puis un campement s'est monté en avril sur la Plaine des Vachers à Bois-Blancs.

En novembre, à l'arrivée des premiers froids, et après des semaines de lutte, 52 places d'hébergement ont été proposées par la Préfecture et par le Département du Nord.

Si des citoyens, des paroisses, au nom de valeurs communes d'humanité, poursuivent leur engagement et proposent une mise à l'abri à ces jeunes vulnérables, il n'en va pas de même des collectivités publiques. En effet, ces 52 places ne seront pas pérennisées par la Préfecture et le Département. Des jeunes exilés continuent d'arriver chaque semaine. Ils sont tous en procédure de reconnaissance de leur minorité, ou en recours après un refus du Département de les reconnaître mineurs. Ils sont vulnérables et totalement livrés à eux-mêmes.

La Préfecture, le Département, la MEL, sont régulièrement interpellés par les divers collectifs et associations de soutien.

Aucune proposition à long terme n'est apportée à ce jour. La présomption de minorité n'est pas appliquée, ces mineurs non accompagnés n'ont aucune protection, ils sont laissés à la rue. Un nouveau campement peut apparaître dans la métropole lilloise dès demain, faute d'hébergement.

Considérant la situation indigne de ces jeunes, nous demandons :

- que toutes les collectivités concernées – les Communes bien sûr, mais aussi la MEL, le Département, la Préfecture – se mobilisent afin de trouver des solutions d'hébergement d'urgence pour cet hiver ;
- que la présomption de minorité soit reconnue et appliquée, et que le Département assume ses responsabilités en matière de protection des enfants et des mineurs ;
- que ces collectivités mènent une concertation, et que celle-ci aboutisse à une prise en charge collective et pérenne de ces jeunes non accompagnés.

Il est demandé au Conseil communal de bien vouloir :

- ÉMETTRE un avis favorable à ce vœu.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.-** Merci, Madame ZYTKA-TARANTO. Vous avez très bien résumé la situation d'hier, celle d'aujourd'hui et, malheureusement, celle de demain. Vous avez rappelé qu'effectivement, la Ville de Lomme n'était pas étrangère à ce qui se passait de l'autre côté de la frontière, mais on est chez nous aussi, à Lille et à Bois-Blancs, je vous sais, vous-même et d'autres, engagés dans l'accueil des mineurs non accompagnés, entre autres, mais aussi des jeunes majeurs, puisqu'on peut subir les mêmes affres du temps ou des difficultés en étant mineurs à 16 ans ou 17 ans et, évidemment, à 19 ans ou 20 ans, ce qui est le profil de celles et ceux qui arrivent aujourd'hui.

La solution a été trouvée un peu *in extremis*, vous l'avez dit, il y a quelques mois : une mise à l'abri ponctuelle, unique, pour 52 personnes. Nous savons que d'autres personnes arrivent sur le territoire.



Nous étions ensemble hier au pied du rectorat sur la question de la scolarisation. Il est quand même dommage que dans un pays aussi puissamment éducatif que notre pays, on fasse des questions de statut juridique une capacité à ne pas accueillir dans nos écoles – j’entends écoles, collèges et lycées – qui y sont prêtes. Ce sont des gens qui veulent apprendre le français, ce sont des gens qui veulent se construire des parcours de vie, et je rappelais qui était Michel DIALLO, ce jeune Lommois qui a été pris en charge par une famille, qui a été adopté par une famille et qui parle français comme vous et moi, qui travaille aujourd’hui, qui paye des impôts et qui contribue aussi un petit peu à la richesse de la France. On a affaire à ce type de personnes, dans un contexte où le Département et l’État sont de plus en plus prohibitifs sur le fait de ne pas accueillir et de pointer du doigt les étrangers pour ce qu’ils sont, c’est-à-dire des personnes qui seraient hautement indésirables.

Le vœu est très clair sur la tonalité des engagements possibles des uns et des autres, considérant quand même – je le redis, pour bien connaître le sujet – que la question de l’État est quand même première, la question du Département est quand même première sur les mineurs non accompagnés et une collectivité comme la nôtre peut aussi avoir un regard attentif et bienveillant sur l’accompagnement de celles et ceux qui sont résidents aujourd’hui sur la ville, puisqu’hebergés par la communauté paroissiale dans nos églises.

Merci, Madame ZYTKA-TARANTO.

Je passe au vote de ce vœu.

Qui vote ce vœu ?

*(Le vœu 2025/XX est adopté à l’unanimité.)*

Je vous remercie.

## **2025/01      EXERCICE 2025 – FISCALITE DIRECTE LOCALE – INFORMATION SUR LES BASES PREVISIONNELLES 2025 ET VOTE DES TAUX 2025**

**M. LE MAIRE.-** Madame LEFEBVRE, vous allez ouvrir le bal de vos délibérations sur le budget ; commencez peut-être par la première, sur la fiscalité directe.

Je rappelle peut-être qu’avec les présidents de groupe, nous nous sommes entendus pour que vous puissiez intervenir sur la deuxième délibération, donc vous prendrez en écharpe la première, la deuxième, voire la troisième délibération, si cela vous convient.

*(Intervention hors micro de Monsieur DUEZ)*

**M. LE MAIRE.-** Tout à fait, cela me va parfaitement.

**Mme LEFEBVRE.-** Chers collègues,

Comme chaque année, les Villes de Lille, Lomme et Hellemmes revoient les taux des taxes locales dont les recettes contribuent à l’équilibre du budget principal de Lille.

Rappelons que depuis la réforme de la taxe d’habitation, celle-ci n’est désormais plus due par les contribuables que sur les résidences secondaires. Le taux proposé reste inchangé depuis 2008.

Le taux de la taxe foncière de 48,35 % reste également inchangé. Il se compose depuis 2021 du taux communal, de 29,06 % depuis 2015, et du taux départemental de 19,29 %.

Le montant du produit fiscal globalisé pour Lille, Lomme et Hellemmes s'élève ainsi à 202 885 759 €.

La part de recettes de Lomme, qui représentait en 2022 9,71 % des bases fiscales de taxe foncière des trois villes, est estimée à environ 19 M€. Ce montant est précisé pour information à la fin de la délibération.

Il vous est demandé de bien vouloir :

- ADOPTER les taux de contributions directes énoncés ci-dessus.

**M. LE MAIRE.**- Merci.

Je n'ai pas de demande d'intervention.

Je passe au vote.

Qui souhaite voter cette délibération ? *(La majorité municipale, Monsieur DUEZ, Madame DE RUYTER (pouvoir) et Monsieur GROSSE.)*

Qui s'abstient ? *(Madame ZYTKA-TARANTO, Monsieur BECHROURI (pouvoir), Monsieur LEGRAND et Monsieur J. LEROY.)*

*(La délibération 2025/01 est adoptée à l'unanimité. Madame ZYTKA-TARANTO, Monsieur BECHROURI, Monsieur LEGRAND et Monsieur J. LEROY s'abstiennent.)*

Merci beaucoup.

*(Entrée en séance de Monsieur BECHROURI à 19 heures 28)*

## **2025/02      ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF POUR L'EXERCICE 2025**

**M. LE MAIRE.**- Madame LEFEBVRE, vous continuez avec le BP.

**Mme LEFEBVRE.**- L'adoption du budget primitif pour l'exercice 2025.

Monsieur le Maire, chers collègues,

Avant de vous présenter ce budget primitif pour l'année 2025 à l'aide d'un PowerPoint détaillé, je tenais à remercier tous les intervenants pour la création de ce document : un grand merci, bien sûr, à Laurine MERLIER, notre Directrice des finances, et son équipe, ainsi qu'à Delphine HAMY et au Service communication.

*(Projection d'un diaporama)*

Voici le PowerPoint, où nous voyons un budget au service des Lommois avec une dotation de fonctionnement de 9 315 000 €.

Dans le contexte de forte incertitude de ces derniers mois quant à la situation budgétaire nationale et l'adoption d'une loi de finances certes plus acceptable pour les collectivités locales mais non sans conséquence sur leur budget, nos trois Communes ont choisi de maintenir le vote du budget en début d'année, reportant ainsi certains enjeux sur le budget supplémentaire et l'utilisation des résultats 2024.

Pour Lomme, notre budget de fonctionnement est établi en fonction de la dotation attribuée par le budget principal de la Ville de Lille, qui s'élève pour cette année à 9 315 k€, en légère baisse par rapport à la dotation de 9,5 M€ de l'an dernier.

Ce budget reflète ainsi la volonté de la Ville de maîtriser d'une part ses dépenses, par souci d'exemplarité, alors que tous nos concitoyens sont impactés par les difficultés du contexte économique actuel, mais sans sacrifier aucune des politiques publiques qui font la force et la richesse de notre Ville éducatrice, solidaire, agréable à vivre, culturelle, sportive, citoyenne et proche de ses habitants ; souci aussi, bien entendu, du soutien au public le plus fragile et à nos associations. Vous l'aurez compris, nous maintenons un service public de qualité construit au service des Lommois.

La gestion des bâtiments reste pour la troisième année consécutive le poste de dépenses le plus important de notre budget de fonctionnement : 2 186 488 € de dépenses prévues. Cependant, la baisse des tarifs de l'énergie, après une inflation exponentielle en 2022 et 2023, se cumule au bénéfice des actions réalisées dans le cadre du plan de sobriété pour diminuer la part de dépenses relatives à la consommation ainsi qu'à l'entretien des réseaux de fluides, dépenses encore estimées à 1,6 M€, 1 572 736 €.

*(Entrée en séance de Monsieur BUTSTRAEN à 19 heures 30)*

Le budget dédié à l'enfance et à l'éducation, un montant de 2 038 336 €, témoigne de l'engagement de Lomme pour l'accompagnement des enfants, dès le plus jeune âge avec un budget de 193 k€ pour la petite enfance. Les actions menées dans le cadre du programme éducatif global Lomme Educ', dont 2025 célèbre le 20<sup>e</sup> anniversaire, représentent 81 k€ et permettent notamment le déploiement des mesures de la charte validée en juin 2024 sur ce thème, contribuant à faire de Lomme une ville à hauteur d'enfants.

Concernant les services scolaires, les dépenses consacrées à l'accompagnement des écoliers représentent notamment 1,6 M€. Malgré l'impact des augmentations du prix des classes découverte (+27 % par rapport à 2023) et de la contribution obligatoire aux écoles privées, la Ville fait le choix de maintenir les actions à destination des scolaires : la prise en charge de toutes les fournitures scolaires, le maintien de parcours éducatifs variés et de qualité, l'organisation de séjours à la montagne et à la mer pour plusieurs classes de primaires et même de maternelles.

Concernant l'item solidarités jeunesse, le budget consacré aux solidarités, à la lutte contre l'exclusion, aux actions en faveur de la jeunesse pour 2025 : 1 762 629 €. La subvention au CCAS, d'un montant de 1 633 100 €, pour permettre à celui-ci de mettre en œuvre la politique de la Ville en matière d'action sociale et d'insertion à destination des publics les plus défavorisés, d'accompagnement des seniors avec les services d'aide au maintien à domicile et, depuis 2024, les actions de l'Espace de Vie sociale dans les deux Maisons des solidarités de la Mitterie et du Marais, pour une plus grande proximité des actions de solidarité.

Au montant de base de 1 413 k€ s'ajoute la compensation du transfert de charge de la masse salariale de cet espace de vie sociale de la Ville au CCAS, dépense qui est neutralisée par une recette d'un montant équivalent sur le budget lillois.

Le soutien aux acteurs locaux est également maintenu pour aider à l'insertion des jeunes et à l'accompagnement des publics défavorisés.

L'amélioration du cadre de vie des Lommois reste un enjeu majeur avec un budget dédié de 1 054 k€, qui bénéficie de la baisse du tarif de l'électricité et des économies réalisées dans le cadre du marché performanciel d'éclairage public. Plus de 400 k€ sont consacrés à l'entretien de la ville, avec 180 k€ en faveur de la propreté, et près de 200 k€ pour les espaces verts. Ce budget est aussi particulièrement représentatif des actions en faveur des transitions, avec une enveloppe

de 45 k€ pour les actions en faveur de la biodiversité et de 85 k€ pour le développement des mobilités durables, dont l'enveloppe des primes vélo portée depuis 2024 à 50 k€.

Lomme est aussi une ville de loisirs et de culture, avec un budget dédié de 849 803 € à la culture et l'événementiel, quasi identique à 2024. Ce budget couvre le fonctionnement des équipements :

- la Maison Folie Beaulieu pour 253 000 € ;
- l'Odyssée médiathèque pour 149 500 € ;
- les écoles de musique et de danse, et de coupe et couture pour 33 000 €.

S'y ajoute une enveloppe de 160 251 € pour l'organisation des nombreux événements festifs qui ponctuent l'année lommoise, et notamment le carnaval et les fêtes d'été.

Comme celui de la culture, le budget dédié à la politique sportive, d'un montant de 316 400 €, est maintenu au même niveau qu'en 2024. La part de soutien aux associations sportives, particulièrement impliquées dans le développement du sport dans notre ville, est notamment reconduite à l'identique.

Le budget 2025 en matière de citoyenneté et de proximité, de 181 879 €, est, lui aussi, stable par rapport à l'année précédente. Il témoigne de la proximité entre les services municipaux et les habitants. L'accompagnement des Lommois dans leurs démarches quotidiennes est ainsi au cœur des actions menées par la Maison du citoyen comme par les services de l'Hôtel de Ville.

La mise en œuvre du plan commerce, avec une enveloppe de 20 k€, qui prévoit le versement d'une aide au loyer pour les nouveaux commerçants, le soutien aux acteurs du monde économique est renforcé.

Citons aussi les actions de la police municipale, qui, avec un budget de fonctionnement de 62 200 €, auxquels s'ajoutent 26 200 € pour la gestion des animaux errants sur le territoire, contribuent à la sécurité des Lommois.

Enfin, le développement de la démocratie citoyenne est représenté par les budgets consacrés aux nouvelles instances citoyennes : le Conseil des Jeunes et le Conseil des Enfants.

Le budget de fonctionnement des services de la Ville, d'un montant de 925 465 €, est essentiellement impacté par l'augmentation des charges d'assurances, prévue à hauteur de plus de 40 %. Signalons aussi que l'enveloppe consacrée à l'accompagnement des agents, augmentée en 2025 pour mettre l'accent sur la formation et la montée en compétences du personnel municipal, est reconduite.

Une présentation de la masse salariale : un budget relatif qui est porté par le budget principal de Lille. Il s'élève en 2025 à 29 219 243 €, à effectif constant de 545 postes permanents budgétisés. L'augmentation de 3,7 % par rapport à 2024 intègre donc à la fois les mesures réglementaires nationales et les mesures décidées par les Villes de Lille, Lomme et Hellemmes sur la revalorisation du régime indemnitaire de ses personnels.

Nous allons parler de l'investissement : un budget d'investissement de 9 697 800 €.

Lui aussi est porté par le budget principal de la Ville de Lille. Il est donné à titre informatif en toute transparence. Nous avons en 2024, vous devez vous en souvenir, un niveau historique de 12 M€, dont 5 M€ pour les travaux de rénovation énergétique de la piscine Marie Wattel.

L'enveloppe consacrée aux projets lommois reste d'un montant important, presque 9,7 M€ ; c'est le reflet de la transformation de notre Ville sur l'ensemble de ses domaines de compétences : la rénovation de son patrimoine, l'accueil

des enfants, les structures sportives et culturelles et, bien sûr, la transformation des espaces publics pour une ville plus verte et plus agréable.

La réhabilitation du patrimoine bâti, pour un montant de 2 866 914 €, reste un enjeu majeur qui reflète les objectifs de transitions de la Ville :

- en matière d'écologie, bien sûr, avec des travaux pour des bâtiments moins énergivores, dont plus de 1 M€ dans le cadre du marché de chauffage ;
- en matière d'inclusion aussi, avec encore plus de 600 k€ pour la réalisation de travaux de mise en accessibilité.

Soulignons aussi l'amélioration souhaitée de la qualité de l'accueil du public et des conditions de travail des agents, par la fin des travaux d'aménagement du nouveau CCAS ou les travaux d'agrandissement des locaux de la police municipale à l'Hôtel de Ville.

L'amélioration du cadre de vie, avec un budget dédié de 2 440 000 €, est marquée cette année par une enveloppe de près de 900 k€ dédiée aux travaux de voirie, dont ceux en cours dans le quartier du Bourg et de la rue Eugène Descamps.

En outre, un budget de 173 000 € est consacré à rendre la ville plus sécurisée, par le déploiement du plan de vidéoprotection, et plus propre, par la mise en œuvre du plan propreté sur l'espace public.

C'est aussi le budget d'une Ville citoyenne et proche de ses habitants, avec 100 k€ désormais consacrés à l'investissement participatif ou encore 25 k€ d'aides directes à la rénovation des commerces dans le cadre du plan commerce.

Les investissements pour une Ville éducative, d'un montant total de 2 140 886 €, consistent notamment dans la fin des travaux du pôle Voltaire-Sévigné, premier bâtiment passif de la Ville, qui ouvrira ses portes à la rentrée de septembre. Comme chaque année désormais, une enveloppe de 250 k€ est consacrée à la végétalisation de deux cours d'école : celles des écoles Bracke-Desrousseaux et Victor Hugo en 2025. Un budget de 530 000 € permettra également la continuation des travaux de rénovation dans les écoles.

Enfin, le budget pour une ville sportive et culturelle, d'un montant de 2 250 000 €, va permettre de continuer la rénovation ou le renouvellement des équipements sportifs de la ville, avec un budget de 1,4 M€ consacré notamment à la réhabilitation du terrain du stade Léo Lagrange et à la création d'un city stade dans le quartier du Marais pour répondre à la demande des habitants. S'y ajoutent également les travaux de toiture de la Salle du Parc pour 500 k€.

Ce budget préfigure aussi la part consacrée sur les prochaines années aux projets culturels, avec la maîtrise d'œuvre des travaux de réhabilitation de la Maison des Enfants pour 100 k€ et l'accompagnement au projet de construction d'une future salle de spectacle pour 100 k€ également.

J'aimerais, pour finir, rappeler que les prévisions de recettes générées par les activités ou les projets lommois, hors recettes mutualisées dont celles notamment de la fiscalité, s'élèvent à 3 776 323 €, inscrits sur le budget lillois et contribuant donc à son équilibre.

Plus de 1 M€ concerne des recettes versées par des usagers de nos services, notamment scolaires et petite enfance. Les participations et subventions de fonctionnement, dont les recettes de la CAF versées dans le cadre des conventions avec nos structures petite enfance et périscolaires, s'élèvent à plus de 1,5 M€. C'est encore près de 1 M€ de subventions d'investissement qui ont été recherchées auprès de partenaires pour le financement de nos projets d'investissement.

J'en ai fini de ce PowerPoint. Il vous est demandé de bien vouloir adopter ce budget primitif pour l'exercice 2025.

**M. LE MAIRE.**- Merci beaucoup de cette présentation très intéressante, Madame LEFEBVRE.

Je vais donner la parole à Monsieur LIPOVAC, qui va présenter le budget climat, puis nous passerons aux interventions des groupes.

*(Projection d'un diaporama)*

**M. LIPOVAC.**- Merci, Monsieur le Maire.

Pour redonner quelques éléments de contexte, ce budget climat est une démarche volontariste et aussi innovante. Le premier exercice réalisé était dans le cadre du compte administratif 2020 et du budget primitif 2021. Cette démarche est engagée avec un groupe de Villes pilotes à l'échelle nationale et sous l'autorité de l'Institut de l'économie pour le climat.

L'objectif est d'avoir une analyse de l'ensemble des lignes budgétaires, en investissement comme en fonctionnement, au prisme de trois approches :

- la réduction des émissions de gaz à effet de serre, que l'on appelle le volet atténuation ;
- la résilience du territoire aux conséquences du changement climatique (volet adaptation) ;
- et l'amélioration de la qualité de l'air.

À chaque fois, on classe l'ensemble de ces lignes budgétaires en cinq grandes catégories : très favorable, plutôt favorable, neutre, défavorable et indéfinie.

Depuis quelques années, à travers ces exercices, c'est aussi la méthode qui progresse. On avait, dans les premiers exercices que j'ai pu présenter, souvent des données qui étaient indéfinies, et au fur et à mesure, cela s'affine.

Comme Claudie, je remercie vraiment le travail de bénédictins réalisé, que ce soit par Laurine MERLIER et Guillaume DEMEYER, bien évidemment, sous le contrôle de Monsieur le DGS, parce que c'est un travail important ; je sais qu'ils aiment les tableurs Excel, tant mieux !

On peut peut-être aller directement au résultat.

Je voulais zoomer sur le fonctionnement. Comme le disait Claudie tout à l'heure, un budget global de fonctionnement de 7,7 M€ ; c'est bien 100 % du budget de fonctionnement qui a été passé au crible de ces trois objectifs. Vous avez sur la diapo ces trois histogrammes : atténuation, adaptation et qualité de l'air.

On peut observer :

- qu'il y a un certain nombre de lignes budgétaires qui sont neutres sur les trois volets (partie grisée) ; ces dépenses sont souvent liées à la maintenance, aux fournitures, et n'ont pas réellement d'impact sur ces trois objectifs ;
- qu'il nous reste quand même quelques éléments indéfinis, notamment liés depuis plusieurs années à la même question : les subventions aux associations, où il est difficile d'évaluer la nature et l'impact sur ces trois objectifs ;
- la partie en vert, plutôt très favorable en termes d'atténuation et très favorable et plutôt favorable pour la qualité de l'air, qui est liée en particulier, comme l'a dit Claudie tout à l'heure, au marché performanciel, notamment sur l'éclairage public, à la politique liée au chauffage et au contrat de chauffage de la Ville.

La diapositive suivante est similaire, mais cette fois sur l'investissement, avec, encore une fois, 100 % du budget, 9,7 M€ de lignes budgétaires analysées.



Toujours avec ces trois approches (atténuation, adaptation et qualité de l'air), on peut se féliciter d'investissements qui vont vraiment dans le sens de cette transition énergétique et écologique, et en particulier sur l'atténuation, liés :

- encore une fois, à la politique sur l'éclairage public et sur l'énergie ;
- à notre politique – j'ai eu l'occasion de la présenter déjà ici – sur la sobriété, et notamment, pour ce qui concerne le budget 2025, les investissements liés au pôle Voltaire-Sévigné, qui sera le premier bâtiment passif de la ville ;
- à toute la politique sur la nature en ville et la biodiversité.

Cela a aussi des conséquences sur l'adaptation et sur la qualité de l'air, en particulier cette politique sur l'éclairage, sur l'énergie et sur la biodiversité.

On peut souligner aussi, par exemple, l'importance, quelque part, du budget participatif, cher à Alain GRILLET, parce que, là aussi, même si on a mis des critères sur la transition, on voit clairement que les habitants ont aussi cette appétence, et du coup, cela se traduit budgétairement.

Sur les trois axes, un certain nombre d'investissements sont classés neutres ; nous avons déjà eu la discussion ici, l'ensemble des travaux, notamment sur l'accessibilité, qui coûtent très cher en termes d'investissement, sont comptabilisés comme neutres ; on a ici un angle d'analyse qui est vraiment sur l'écologie et pas forcément sur les questions sociales.

Il s'agit ensuite d'avoir une analyse un peu comparative entre 2024 et 2025, et dans les diapositives qui arrivent, on va zoomer volet par volet : atténuation, adaptation et qualité de l'air.

Sur l'atténuation, on observe clairement une baisse du très favorable et une augmentation du plutôt favorable. Cela s'explique tout simplement parce que sur 2024, il y a eu une grosse opération – on en a encore parlé tout à l'heure, en introduction de ce Conseil – avec la piscine, qui était un très gros investissement de plus de 5 M€. Forcément, cela a impacté très directement le BP 2024. Ici, on a de moins forts investissements, même s'ils restent importants, Claudie l'a dit. En tout cas, on est dans la tendance d'investissements plutôt favorables à l'atténuation liée au changement climatique.

Sur l'adaptation, la tendance est la même, pour les mêmes raisons : la fin de l'investissement sur la piscine et la végétalisation, même si la végétalisation des cours d'école et les aménagements liés aux espaces et à la biodiversité ou encore le budget participatif nous permettent de tenir quand même cet objectif d'investissements qui sont soit très favorables, soit plutôt favorables. Il y a également beaucoup de neutres, qui sont liés à ce que j'expliquais tout à l'heure sur l'accessibilité.

La dernière diapo a trait à la qualité de l'air. Il n'y a pas de scoop non plus, toujours pour les mêmes raisons.

En tout cas, on observe malgré tout et de façon globale cette trajectoire d'investissements sur 2024, puis aujourd'hui sur 2025, qui sont favorables à ces trois grands objectifs de lutte contre le changement climatique et d'amélioration de la qualité de l'air à l'échelle de notre ville.

On m'a dit de faire synthétique...

**M. LE MAIRE.**- C'est très synthétique et je vous en remercie, parce que ce n'est pas un exercice facile. On s'améliore d'année en année ; c'est mieux, c'est transparent.

J'ai quatre demandes d'intervention pour le budget : Monsieur DUEZ, Monsieur BECHROURI, Monsieur VANHEE et Monsieur GRILLET.



Cher Philippe DUEZ, à vous !

**M. DUEZ.**- Monsieur le Maire, mes chers collègues,

Je voudrais revenir en deux mots sur la délibération sur les taux que nous avons votée.

Les taux ne bougent pas, donc il n'y a pas de problème, mais je note quand même, et je tiens à remercier les Services des finances de la Ville, qui, pour la première fois, nous ont indiqué les bases lommoises et le produit de la fiscalité sur le foncier bâti, et donc vous remercieriez pour moi la Directrice des finances.

**M. LE MAIRE (hors micro).**- Elle est là.

**M. DUEZ.**- Une remarque quand même : la contribution des Lommois à ce produit fiscal est inférieure à celle de Lille, ce qui traduit la moindre valeur locative des immeubles à Lomme due au nombre élevé de logements sociaux.

Les logements neufs que nous voyons sortir de terre ici ou là ne produiront leur effet de taxe que dans deux ans ; c'est plutôt une bonne nouvelle, mais cela conforte dans l'idée qu'il y a une certaine « pauvreté » de notre ville par rapport à Lille.

Le budget primitif, qui nous est parfaitement présenté, d'ailleurs, par la Direction des finances, nous laisse un peu sur notre faim : une ressource unique et provenant de Lille quant au fonctionnement, en légère baisse, alors qu'on aurait pu s'attendre à une diminution plus forte au vu de la situation budgétaire nationale, et imposant des économies à tous.

Nous voyons des investissements légèrement en baisse, surtout due à la réalisation de la piscine – une fois que c'est terminé, c'est terminé – l'année dernière et la finition des travaux du bâtiment passif de Voltaire-Sévigné qui seront financés cette année.

Ces travaux d'investissement sont toujours à un niveau relativement soutenu ; même s'il y a une baisse de 12 à 9,7 M€, c'est un taux d'investissement qui est... pas confortable, mais intéressant, et c'est pour cela qu'on votera sur la délibération des AP et CP. Bref...

Nous constatons des dépenses de fonctionnement municipal contenues. Heureusement que la baisse des coûts des fluides est là pour compenser la hausse des assurances de 43 %. La Ville peut d'ailleurs s'enorgueillir d'avoir pu trouver des compagnies pour l'assurer, ce qui n'est pas évident dans les autres Communes.

Par ailleurs, vous vous targuez de la mutualisation des services avec la Ville de Lille et l'autre Commune associée. Cela ne se traduit pas, hélas, au niveau de la masse salariale.

Si l'on regarde l'importance des frais de personnel par rapport à la section de fonctionnement de notre budget, le ratio, qui est un ratio obligatoire, s'élève à 73 % de la section de fonctionnement, ce qui est proprement hallucinant. J'ai calculé ce ratio en réintégrant la part des frais financiers liés à la dette théorique que nous aurions dû ou pu supporter.

Si l'on passe en revue les politiques de notre Ville, on remarque d'abord la priorité donnée à l'éducation, ce dont nous nous réjouissons. Vous avez su préserver les classes de neige et de découverte, par exemple, et ce, malgré la hausse des coûts de transport.

Nous constatons également un effort louable pour la gestion des bâtiments, et particulièrement sur les frais de chauffage.

Nous saluons également le maintien des crédits au CCAS, qui fait un excellent travail sur la ville. À ce propos, pourriez-vous organiser lors d'une prochaine séance une présentation détaillée, y compris financière, de l'action du CCAS, comme cela avait été fait il y a quelques années, avec des beaux PowerPoint ?

En revanche, le cadre de vie voit ses crédits diminuer et la propreté de la ville pose question. Il n'y a pas que le centre-ville qui doit être traité, et mon ami Nicolas GROSSE, ici présent, y reviendra lors du prochain Conseil – il opine du bonnet, c'est bien. *(Sourires)*

La culture et le sport sont maintenus à un bon niveau. À souligner les investissements sur les terrains de sport, y compris, et c'est nouveau, c'est sympa d'ailleurs, le city stade du Marais.

En revanche, les crédits dédiés à la sécurité et à la police municipale restent très modestes. La sécurité est en fait la grande absente de ce budget primitif, alors que l'insécurité se développe à Lille : insécurité contre les biens et les voitures cassées ou désossées, insécurité dès que les beaux jours arrivent par le foisonnement des points de deal dans certains quartiers que je ne voudrais pas citer pour ne pas les stigmatiser.

Le groupe Faire Respirer Lomme réclame depuis des années le développement d'un réseau de caméras de vidéoprotection, et ce ne sont pas les 60 k€ dédiés à ce poste par an qui peuvent le pallier. Par idéologie, vous restez sourds à nos sollicitations. Il faudrait, par ailleurs, instaurer des patrouilles 24 heures sur 24 pour sécuriser l'ensemble de la commune.

Pour ces seules raisons, nous ne pouvons voter ce budget primitif.

Nous constatons, par ailleurs, une augmentation des frais de communication, mais nous ne pouvons croire qu'ils évoluent en fonction des échéances électorales.

Au niveau de l'investissement, plus de continuité que de révolution, mais bien des Lommois se plaignent de la multiplication des travaux – et je m'en étais déjà ouvert – un peu partout dans la ville. Nous savons qu'à la fin des travaux, tout le monde sera content, mais pendant la durée des chantiers, il faudrait essayer de laisser au moins une voie de passage pour que nos concitoyens puissent travailler.

Une simple remarque sur l'accessibilité, puisqu'une délibération y est consacrée : c'est trop important pour ne pas accélérer le processus.

Enfin, nous avons noté que l'action de la Direction des finances pour aller – j'utilise des guillemets car c'est plutôt un terme marin que je voudrais employer – « draguer » les subventions commence à porter ses fruits.

Bref, des aspects positifs pour ce budget primitif, mais aussi un grand absent politique : la lutte contre l'insécurité et, dans une moindre mesure, la propreté.

C'est pour cela, Monsieur le Maire, mes chers collègues, que nous nous abstiendrons sur ce budget primitif.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Monsieur DUEZ.

Je passe la parole à Monsieur BECHROURI.

**M. BECHROURI.**- Monsieur le Maire, chers collègues,

Hasard du calendrier, le budget de la Ville de Lomme est voté un jour après le vote du budget de la nation ; ce dernier, nous ne l'aurions, sans l'ombre d'un doute, pas voté, parce qu'il est contraire aux intérêts de nos concitoyens sur bien des points. Ce n'est pas à l'ordre du jour, mais nous tenions à y revenir.

Concernant Lomme, comme notre collègue Vincent DHELIN le rappelait l'an dernier, le budget de la Ville de Lomme est satisfaisant sur bien des points. Il permet aux Lommoises et aux Lommois de tous les âges d'avoir accès à de nombreux services, de vivre dans une ville globalement agréable et solidaire, bien que tout ne soit pas parfait, nos écoles sont plutôt en bon état, nos équipements sportifs et culturels font l'objet depuis quelques années d'investissements pour les maintenir en bon état ou les améliorer.

Par ailleurs, l'équipe municipale actuelle et les Services techniques sont résolument engagés dans une politique de transitions qui, d'une part, engage la Ville à prendre sa part dans la lutte contre le dérèglement climatique, l'effondrement de la biodiversité, et, d'autre part, prépare la ville et ses habitants à mieux absorber les crises climatiques et géostratégiques qui sont devant nous.

Pour finir, la Ville de Lomme a préservé son niveau d'engagement financier auprès des associations de la commune – malheureusement, ce n'est pas le cas partout –, alors qu'elles sont fragilisées par des coups de rabot de tous bords : l'État en premier lieu, le Département et la Région.

Considérant que le budget de la Ville va plutôt dans le bon sens, nous ne voterons pas contre ce budget, nous nous abstiendrons.

**M. LE MAIRE.**- Merci beaucoup pour votre intervention.

Je passe la parole à Monsieur VANHEE.

**M. VANHEE.**- Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, Mesdames et Messieurs,

Merci, Madame Claudie LEFEBVRE, pour la présentation et la qualité des documents présentés ce soir ; merci aux collègues et aux services qui ont contribué à l'élaboration de ce budget.

Malgré les discussions et les nombreux rendez-vous avec les syndicats et partis politiques, le projet de loi de finances 2025, adopté hier par la force, ne répond pas à la volonté d'un changement de politique exprimée par les Français lors des dernières élections législatives de cet été.

Le budget 2025 rentre dans le cadre d'un plan d'austérité de plusieurs milliards imposé par notre Président. C'est ainsi que les collectivités locales vont voir leurs dotations à la baisse et devoir adapter leurs budgets de fonctionnement et d'investissement à cette situation périlleuse. Il plonge également notre pays dans une instabilité sans précédent.

Après avoir supporté les baisses de dotations engagées depuis 2014, après avoir subi les effets de la crise du Covid, après avoir fait face à l'inflation et à l'augmentation inédite des prix de l'énergie, après avoir été progressivement privées de toute marge de manœuvre financière leur permettant d'assumer leur libre administration prévue par la Constitution, les collectivités locales vont ainsi voir leurs ressources encore ponctionnées. Nous savons tous que les collectivités locales ont besoin d'une augmentation constante de leur budget pour faire face à l'inflation et à la croissance démographique de notre pays. Il est urgent que l'État prenne toutes ses responsabilités pour financer les investissements nécessaires, pour

le climat, mais aussi pour l'ensemble des services publics, tels que l'école, la petite enfance, la prise en charge du grand âge, la culture, le sport, tout cela pour le bien vivre ensemble.

Malgré les crises et les tensions budgétaires subies, le budget primitif 2025 de notre Commune présenté ce soir reflète la volonté de mener à bien les projets et les engagements que nous avons pris dans notre feuille de route.

Toujours plus près des habitants et habitantes, ce budget contribue à maintenir une ville à taille humaine, durable et solidaire, citoyenne et émancipatrice.

Le groupe Communistes, Républicains et Citoyens votera cette délibération.

Merci de votre écoute.

**M. LE MAIRE.**- Merci beaucoup, Monsieur VANHEE.

Quelques mots à mon tour pour remercier tous ceux qui ont œuvré à la construction de ce budget...

*(Monsieur BOUKERROU, DGS, fait remarquer à Monsieur le Maire qu'il a oublié de donner la parole à Monsieur GRILLET.)*

Oui, peut-être... *(Rires)*

Monsieur GRILLET, vous voulez vraiment intervenir ? Je sais à peu près ce que vous allez dire... *(Rires)*

**M. GRILLET.**- Merci, Monsieur le Maire.

**M. LE MAIRE.**- Vous êtes sûr ? Allez-y !

**M. GRILLET.**- Monsieur le Maire, mes chers collègues,

Dans le prolongement du rapport d'orientations budgétaires présenté en décembre dernier, l'élaboration du budget est de plus en plus difficile dans cette période d'instabilité politique, du manque de visibilité et sous la menace de nouvelles coupes budgétaires de la part de l'État, et je veux ici saluer le travail de notre amie Claudie LEFEBVRE.

Un budget, ce n'est pas qu'une histoire de chiffres ; un budget, c'est un acte important de la vie de notre collectivité, c'est un acte politique qui traduit bien nos choix, qui concrétise en actes nos discours et nos ambitions.

Avec ce budget, nous affirmons notre ambition de répondre aux besoins de nos concitoyens, tout en garantissant une gestion saine, rigoureuse, responsable et prospective, sous la gouvernance de notre DGS, Monsieur BOUKERROU, et de notre Directrice financière, Madame MERLIER.

En effet, en ces temps d'inquiétude sur la dette publique de notre pays, nos concitoyens peuvent être rassurés sur la bonne gestion des finances de la Ville.

Ce budget 2025 est une réponse concrète aux défis d'aujourd'hui et de demain. Nous affirmons clairement nos priorités : service public, éducation, culture, solidarité, santé et sécurité. Elles constituent l'ADN de l'équipe majoritaire et sont résolument portées quotidiennement au service des Lommoises et des Lommois.

En face de ceux qui rêvent de fracturer la société et de déconstruire le service public, ici, nous construisons depuis toujours une Ville qui rassemble, une Ville qui protège.

Notre soutien au service public est clair et déterminé, grâce à l'engagement au quotidien de tous les agents municipaux qui nous ont démontré encore récemment, lors de la réouverture de la piscine, leur professionnalisme, et n'oubliez jamais, cher Philippe DUEZ, que chaque euro investi pour nos agents est un euro au service des Lommoises et des Lommois, n'en déplaise à ceux qui fustigent sans raison nos fonctionnaires.

Un budget socialement juste, qui conforte notre politique de proximité, cet impératif absolu voulu par vous, Monsieur le Maire, et cette politique de solidarité, pour une Ville socialement juste et inclusive, avec un lien social conforté par notre soutien sans faille aux associations.

Nous maintenons notre choix de ne pas alourdir la charge fiscale de nos concitoyens. Les taux d'imposition locaux ne bougeront pas, tout comme nos tarifs municipaux, et notamment ceux des cantines scolaires, malgré l'inflation importante subie ces dernières années.

Avec un budget d'investissement de presque 10 M€, la Ville se dotera notamment de son premier bâtiment passif avec le pôle éducatif Voltaire-Sévigné et poursuivra activement son programme de réhabilitation de son patrimoine sous l'angle climatique, car l'urgence à agir n'a jamais été aussi importante et traduit bien nos engagements d'une ville en TransitionS, sans oublier la végétalisation des cours d'école et des grandes artères de la ville ou encore la création de nouveaux espaces verts, à l'image de la place Karl Marx.

Notre politique de solidarités et de la santé sera renforcée pour un meilleur accueil des usagers en relocalisant les services du CCAS et du SSIAD dans des locaux plus accueillants à l'arrière de La Poste, mais aussi par la création d'un plan important pour la justice sociale et les solidarités face à l'aggravation de la pauvreté et à l'incurie de l'État.

La politique des ressources humaines, sous la conduite dynamique de notre DRH, Madame DECARNE, nécessite, là aussi, un pilotage précis de l'évolution des dépenses et de ces effectifs en raison des contraintes budgétaires, en préservant à la fois la qualité des services rendus à la population et le bien-être des agents au travail, ainsi que leur évolution professionnelle.

Pour la première fois, le commerce local de proximité et l'activité économique seront dynamisés et soutenus grâce au plan commerce que nous avons voté récemment.

Avec ce budget, nous allons continuer à rayonner et proposer une offre ambitieuse et diversifiée pour la culture, pour le sport, l'éducation, la solidarité, pour et avec nos habitants.

Merci à notre ami Jean-Christophe LIPOVAC, avec cette présentation du budget climat, qui nous permet d'évaluer notre empreinte carbone, qui nous permet de mesurer progressivement et efficacement l'impact des actions entreprises. En toute transparence, nous pourrons ainsi revisiter nos choix et nos dépenses en les réorientant le plus possible en faveur du développement durable.

Depuis plusieurs années, avec cette nouvelle méthodologie, notre budget est le reflet de notre volontarisme et de notre ambition environnementale et nous ferons de notre ville une référence du mieux vivre social, écologique et démocratique.

Je vous invite donc à voter ce budget.

Merci de votre attention.

**M. LE MAIRE.-** Merci, Monsieur GRILLET. Excusez-moi encore de vous avoir préventivement coupé la parole, même si je devinais la fin de l'histoire.

Je renouvelle quand même les remerciements aux équipes : à notre DGS, Mehdi BOUKERROU, à Madame Laurine MERLIER, à tous ceux qui ont travaillé, Claudie, sous ton couvert, évidemment, à ce budget ; ce n'est jamais très facile, cela l'est encore moins cette année pour les raisons que vous avez chacun indiquées, et on verra d'ailleurs comment tout cela se terminera et quelles seront les conséquences financières, j'espère moins contraignantes que la « purge » Barnier telle qu'elle avait été presque décidée avant que cela se passe un peu autrement.

Sur les interventions, Monsieur DUEZ, je note quand même quelques points positifs, je vous en remercie, dans votre sagacité légendaire.

L'exercice de transparence est dû, donc cela me paraissait tout à fait normal.

Remercier quand même aussi Jean-Christophe, et je commencerai par cela, parce qu'on n'en a pas parlé, je pense pas assez, en ce qui concerne vos interventions, mais le travail fait sur le budget climatique est quand même important, parce que c'est aujourd'hui une obligation de le faire, presque juridique, morale, par rapport à la situation qu'on connaît, et le fait d'avoir un outil de pilotage pour voir comment on dépense, où on le fait, de quelle manière, aussi bien sur le fonctionnement que sur l'investissement, est quand même important pour une Ville qui se déclare en TransitionS. Nous ne sommes pas si nombreux sur la métropole lilloise, pour tout dire, nous sommes même les seuls, à le dire de cette façon, avec cet engagement, ce qui suppose de la clarté et de la durée. La clarté, on vous la doit ; la durée, c'est un autre débat, mais on en reparlera un peu plus tard.

Pour les autres sujets, vous nous avez fait une demande claire, mais il n'y a pas de souci particulier, sur le CCAS ; faire une présentation est une bonne idée, on le fera certainement au prochain Conseil. On pourra aussi vous emmener, comme les autres élus, d'ailleurs, visiter nos nouveaux locaux du SSIAD. Vous le savez, le SSIAD déménage, pas très loin d'ici, derrière La Poste. On en profitera aussi pour déplacer le CCAS de l'autre côté. Cela permettra de se rendre compte de la manière dont les agents travaillent, mais vous les connaissez, avec leur implication très importante.

Vous rappelez, et cela a été évoqué par les uns et les autres, la capacité de la Ville à investir plus encore sur la question de la lutte contre les précarités. Nous avons déjà évoqué ici le logement d'urgence, sur lequel nous avons travaillé et sur lequel, maintenant, nous avons des accueils possibles ; je crois que c'est la quatrième famille qui est accueillie. Je me demande même si, à un moment donné, au regard de la situation, à Lomme et ailleurs, on n'a pas la tentation d'avoir un deuxième logement pour lutter contre les difficultés et accompagner les urgences ; elles sont parfois dramatiques : incendie, situation familiale, etc.

L'autre point sur lequel je voulais accompagner un peu la réflexion était l'établissement de vie sociale, puisque nous avons l'ambition avec la CAF, sur leur proposition, de travailler demain à la création d'un centre social ; il n'y a pas de centre social à Lomme et je pense que nous sommes mûrs pour en créer un. Cela demandera un peu de temps et un peu d'argent ; on a la volonté, on a les moyens, on a les deux Maisons des solidarités reprises dans le BS. C'est vraiment un projet d'envergure, au-delà de la simple localisation d'un équipement, puisqu'il aura vocation, évidemment, à œuvrer sur toute la ville.

Je n'ai pas très bien compris votre propos préliminaire, mais ce n'est pas grave, sur la différenciation économique ou de pauvreté et de richesse entre Lille et Lomme, mais c'est un fait connu, il n'y a pas de souci particulier.

**M. DUEZ (hors micro).-** C'est un fait connu...

**M. LE MAIRE.-** C'est un fait connu.



**M. DUEZ (hors micro).**- ... et là, cela se voit comme le nez au milieu de la figure.

**M. LE MAIRE.**- Oui, mais bon, il faut des logements sociaux, on revendique le fait de pouvoir encore en construire, peut-être de meilleure qualité, mais c'est un débat sur lequel on aura l'occasion aussi de revenir dans les prochains Conseils, notamment sur la question du logement en général ; je le dis souvent : permanence à 40 rendez-vous, 38 sur le logement, et comme on avait peu de choses dans la poche, ce sont des heures difficiles à passer avec les Lommois qui veulent changer de logement, plus petit, plus grand, ou d'autres personnes qui veulent arriver sur la ville, c'est un sujet d'envergure. Je ne raisonne pas en termes de pauvreté ou de richesse, c'est plutôt le fait d'avoir des parcours de logement qui permettent à nos populations d'être mieux logées, et vraiment, on a un sujet, vous le savez, de réhabilitation dans le parc social, mais aussi dans le parc privé, il ne faut pas se le cacher, donc c'est vraiment un sujet important.

Après, vous levez deux questions, mais qui sont les vôtres depuis que je vous connais, très longtemps, mais ce n'est pas un reproche.

La première sur la sécurité, tablant sur – vous ne donnez pas de chiffre, ce n'est pas étayé – le sentiment d'insécurité, d'inquiétude, etc. Je suis un homme lucide sur ces questions, puisque j'ai un parcours de Directeur de cabinet, comme vous, et quand on est Directeur de cabinet, cher Simon DELANNOY, forcément, la question de la sécurité n'est pas la deuxième ou la troisième question mais la première, parce que la sécurité est due pour tout le monde, mais la sécurité, vous le savez aussi bien que moi, est un sujet régalien.

Quand j'écris – cela m'arrive... assez souvent, d'ailleurs – au ministre de l'Intérieur, quel qu'il soit – même si, parfois, ils portent le même nom, pour des raisons qui sont assez simples à comprendre –, Monsieur RETAILLEAU pour l'instant, en lui disant : « Monsieur RETAILLEAU, je suis le Maire de Lomme, le commissariat est dans notre mairie. Ce commissariat s'occupe, avec des effectifs faibles, beaucoup trop faibles, fragilisés, même, quelque part, à peu près de 90 000 habitants, puisque 10 communes sont concernées. Éventuellement, cela pose des questions d'intervention, de sécurité, de prise en charge, d'appels téléphoniques... » ; je peux vous en citer des vertes et des pas mûres. C'est une délégation que je n'ai pas confiée ; je n'ai pas confié cette délégation, je l'ai gardée, parce que je voulais avoir la mesure des choses. Vous le savez, Monsieur GROSSE, on en a parlé encore récemment, je n'occulte rien.

Un membre de l'opposition m'avait interrogé il y a un an – il n'est pas là, encore une fois – pour dire : « Depuis que vous êtes Maire, vous êtes l'apôtre de l'écologie, il y a du vert partout, et vous êtes un naïf, vous êtes quasi un idéologue – vous l'avez dit, mais pas de la même façon –, et vous n'occupez pas le terrain sur la question de la sécurité ». Je consacre des matinées ou des après-midi avec le cabinet sur les questions de la lutte contre les incivilités, sur la préservation de la tranquillité et de la lutte contre l'insécurité, et c'est un travail que nous menons collectivement ; j'en suis aujourd'hui le maître, parce que je suis le Maire de Lomme. Nous avons tenu hier encore la cellule de veille, les bailleurs étaient là, l'Éducation nationale (collèges, lycées) est là, la prévention est là, la nôtre, pas celle du Département, malheureusement, etc.

J'avais posé, mais vous vous en rappelez, en février, je crois, il y a un an pur et dur, le constat à travers les chiffres de ce qu'étaient la délinquance, l'insécurité, la tranquillité, et on avait ramené cela, et j'en remercie Jérôme COLLET, qui suit ces statistiques depuis une vingtaine d'années, à ce qui se passait en 2004, et les chiffres étaient clairs : entre 2004 et 2024, il n'y avait pas d'augmentation de l'insécurité, mais peut-être qu'il y avait une augmentation du sentiment d'insécurité et il y a peut-être aussi une augmentation de certains faits particuliers, et je pense aux vols de voitures et aux vols de pièces détaillées, voire aux cambriolages, mais pour des raisons objectives.

Je vous renvoie, et je prends la balle au bond, au prochain Conseil, on referra l'exercice et vous verrez que je ne suis pas sourd ; cela peut m'arriver, mais aujourd'hui, je ne suis pas sourd – vous voyez ce que je veux dire –, je ne suis pas idéologue, je ne suis pas contre, par nature, une réflexion sur la question des caméras, mais je pense intimement que dans la chaîne du continuum de sécurité, en tant qu'ancien Directeur de cabinet et Maire de Lomme aujourd'hui, il faut à la fois avoir des services de l'État qui soient présents et en nombre plus important – je vous adresserai la réponse du ministre



de l'Intérieur et vous m'en ferez un commentaire exhaustif, si vous voulez bien, vous ne serez pas déçus ; moi, je l'ai été, mais vous ne serez pas déçus.

Au-delà des effectifs qui ne vont pas arriver, puisque c'est la réponse, il faut une police municipale active, et elle l'est sur Lomme. Depuis que je suis Maire, on a embauché 3 policiers municipaux complémentaires et 2 arrivent, donc ce sera +5, on va monter à 23.

Connaissez-vous le nombre de policiers municipaux dans la commune voisine de Lambersart ? (*Monsieur DUEZ fait un signe de tête négatif.*)

Non. Eh bien moi, je le connais : c'est deux fois moins. Je n'en fais pas le reproche à Nicolas BOUCHE, il a augmenté ses effectifs comme moi, il partait de loin, il a commencé à recruter, même si ce n'est pas facile de recruter des policiers municipaux.

Mais on a un deuxième pilier : on a la police nationale, avec sa diversité (la police de nuit, la BST, etc.), on a la police municipale, mais qui travaille plutôt sur les questions de tranquillité, et je le dis sous couvert de Jérôme COLLET ou de Géry DUTHOIT, qui est notre chef de la police municipale, en grande proximité avec les Lommois ; quand il y a des difficultés, ils sont là. Ce n'est pas simplement de la verbalisation de mauvais stationnement, même si cela existe, ou de la lutte contre l'insécurité routière, qui est quand même un temps fort de la ville, on a passé la ville à 30 kilomètres/heure, etc.

Je ne veux pas aller trop loin, parce que ce sont des choses qu'on va pouvoir répéter dans les semaines à venir, ici et ailleurs, pour tout vous dire.

Le troisième pilier, évidemment, peut être la réflexion sur la question des caméras. D'ailleurs, mais vous l'avez certainement oublié, vous et les autres, dans notre programme municipal de 2020, il y avait en toutes lettres, et j'ai relu le programme encore récemment, hier, plus de caméras nomades.

Vous ne pouvez donc pas dire que la question de la sécurité est le parent pauvre de la Ville, puisque budgétairement, vous savez ce que coûte un emploi, 5 fois 30 000 à 40 000 €, cela fait 200 000 € de masse salariale rien que pour la police municipale, et il y a une tentation ou une vocation aussi à faire de la complémentarité, mais ce ne sera jamais le poste premier, pour éviter de mettre des caméras partout qui ne servent à rien, et avoir une réflexion sur cette question au Conseil municipal, voire dans d'autres endroits.

C'est un sujet important, mais il faudra le prendre dans sa globalité : d'abord la sécurité due par l'État, le travail fait par la Mairie et ses partenaires, les bailleurs aussi, et la question de la modernité, je ne l'exclus pas, comme on a déjà des caméras nomades qui sécurisent ponctuellement nos équipements municipaux.

Votre deuxième critique est connue aussi, même si elle n'est pas acerbe – je ne l'ai pas prise comme cela, et tant mieux, d'ailleurs –, sur le cadre de vie, la propreté. On dit souvent que la ville a une image un peu sale, etc., mais, je le redis à chaque fois, la ville n'est pas sale par nature et par définition, ce sont des personnes qui la rendent sale, parfois des Lommois qui ont des comportements incivils ou peu adéquats, parfois des gens qui passent et qui jettent à tout va, qui fument et qui jettent les mégots. D'ailleurs, des gestes vont arriver, cher Jean-Robert, sur la campagne anti-mégots et cadre de vie. On nous réclame des poubelles, les poubelles vont arriver. On nous réclame des sacs pour déjections canines, on va en remettre dans la ville. On va reprendre l'idée de Vincent DHELIN, qui était là auparavant : « *Ceci n'est pas un crottoir mais un trottoir* » avec de la peinture. Il y aura évidemment une présence accrue de la police sur le sujet, même si on ne peut pas verbaliser aussi facilement que cela. On a créé la brigade cadre de vie ; elle existe nulle part, Lille n'a pas la brigade cadre de vie ; on l'a inventée, elle travaille, elle fait des verbalisations aujourd'hui.

Et on me dit, moi qui vois beaucoup de Lommois dans les rendez-vous ou chez eux, que sur ce niveau-là, cela s'améliore. La ville n'est pas propre comme un rubis, on n'est pas à Levallois-Perret où on pouvait manger par terre à un moment

donné, mais cela a conduit la Ville à quelques difficultés. Cependant, cela s'améliore. Toutefois, c'est une question difficile, la question des tags entre autres. Les moyens sont quand même là, et je remercie, je le dis sous couvert du Directeur des Services techniques et du DGS, celles et ceux qui, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre – c'est leur travail –, nettoient la ville, et c'est normal, tant qu'on n'a pas réglé la question du cadre de vie et quelquefois d'autres sujets, notamment de la tranquillité, il est difficile de parler de transition, et on essaye de faire les deux.

Ce sont les réponses que je voulais vous apporter.

Pour les patrouilles 24 heures sur 24, soyons dans l'excès, avec des patrouilles 26 heures sur 24 si vous voulez. Aujourd'hui, ce n'est pas possible. On a une police municipale ; quand on a des besoins, c'est relativement simple, la police municipale peut intervenir, comme vous le savez, sur Lille, et il arrive d'avoir ce qu'on appelle un téléphone, où, de temps en temps, le Maire, les Adjoints qui sont d'astreinte appellent eux-mêmes le 17 pour que ce dernier puisse venir interpellé celui qui est en train de cambrioler, puisse interpellé ceux qui font des rodéos sauvages du côté de Carrefour, ceux qui s'installent en dehors des aires d'accueil prévues, etc. Ils viennent... ou pas. C'est un sujet.

Sur ce sujet, j'aurai des rendez-vous avec Madame la Procureure de la République, sur la question des gens du voyage notamment, et je réunirai prochainement, d'ici une quinzaine de jours, quelques Maires – je les attends nombreux, mais quelques Maires – qui sont assujettis aussi à la question des gens du voyage.

Je note presque – vous me contredirez peut-être – votre abstention positive ou votre abstention tout court ; mettez-vous d'accord tous les deux et vous me direz tout à l'heure.

Concernant les autres interventions, je pense à Monsieur BECHROURI, merci de vos encouragements, même si cela n'a pas porté ses fruits jusqu'au bout, mais les encouragements, ce n'est déjà pas si mal. Je suis certain que c'est une abstention positive. Je vous remercie.

Je remercie vraiment tous ceux qui travaillent au long cours sur, à la fois le budget, mais la manière dont il est traduit, parce que ce n'est pas que de l'argent, c'est aussi, après, des réalisations, parfois des échecs, des difficultés, mais on essaye de mettre en mesure ce qui a été décidé au niveau financier et que chaque euro investi le soit bien, cela a été dit tout à l'heure par Monsieur GRILLET que j'avais oublié : service public, oui, éducation, oui, transition, un budget socialement juste... J'ai noté vos mots, ce sont vraiment ces mots-là.

Pour notre ami et camarade du Parti Communiste, j'ai bien entendu les critiques saillantes et béantes contre l'État. Il est vrai que l'État est de moins en moins à nos côtés. La preuve : la ponction devait être très douloureuse, elle le sera peut-être un peu moins. C'était quand même, excusez-moi du terme, sacrément injuste, cette affaire de devoir pointer du doigt celles et ceux qui sont voués à faire des budgets forcément équilibrés – on est parfois à 500 € près, on regarde, on regarde de près –, et voir à un moment donné l'État, je vous le rappelle, Monsieur GROSSE, notamment le Président de la République et ses différents gouvernements, avoir quand même creusé, pour des raisons diverses et variées, la dette du pays à des hauteurs, vous le savez, abyssales, même si cet abysse avait aussi une histoire depuis maintenant une cinquantaine d'années, chacun le sait.

Je vais procéder au vote, même si on a cru entendre déjà quelques positions attendues.

Qui souhaite voter ce budget ? (*La majorité municipale.*)

Qui s'abstient ? (*Madame ZYTKA-TARANTO, Monsieur BECHROURI, Monsieur LEGRAND et Monsieur J. LEROY, Monsieur DUEZ, Madame DE RUYTER (pouvoir) et Monsieur GROSSE.*)

(*La délibération 2025/02 est adoptée à l'unanimité. Madame ZYTKA-TARANTO, Monsieur BECHROURI, Monsieur LEGRAND, Monsieur J. LEROY, Monsieur DUEZ, Madame DE RUYTER (pouvoir) et Monsieur GROSSE s'abstiennent.*)

Merci.

## **2025/03 BUDGET PRIMITIF 2025 – AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

**M. LE MAIRE.-** Madame LEFEBVRE, il vous reste une délibération sur les AP/CP.

**Mme LEFEBVRE.-** Merci, Monsieur le Maire.

En complément de la délibération précédente portant sur le vote du budget de notre Commune, cette délibération vous présente la répartition comptable des investissements 2025 dans le cadre pluriannuel des autorisations de programme – ce qu'on appelle les « AP » –, qui représentent plus de 90 % du budget 2025.

Vous y trouverez, entre autres projets présentés précédemment :

- dans l'AP aménagement espace public, les travaux de voirie sur le quartier Bourg et l'avenue Eugène Descamps pour 322 000 € ;
- dans l'AP patrimoine bâti, les travaux de réhabilitation énergétique réalisés notamment dans le cadre du marché de chauffage pour 1,16 M€, les travaux de construction et d'aménagement du pôle Voltaire-Sévigné pour 1,24 M€ et les travaux d'accessibilité pour 610 k€ ;
- dans l'AP police municipale, le déploiement de la vidéoprotection pour 60 k€ ;
- dans l'AP patrimoine scolaire, les travaux de végétalisation des cours d'école pour 250 k€ et les travaux dans les écoles pour 500 k€ ;
- dans le chapitre immobilisations incorporelles de l'AP patrimoine culturel, la maîtrise d'œuvre pour les travaux de la Maison des Enfants pour 100 k€ ;
- et dans l'AP patrimoine sportif, les travaux de réhabilitation du terrain du stade Léo Lagrange pour 800 k€ et la rénovation de la toiture de la Salle du Parc pour 500 k€.

Il vous est donc demandé d'adopter les montants de crédits de paiement ci-dessus.

**M. LE MAIRE.-** Merci, Madame LEFEBVRE.

Pas de demande d'intervention ? Très bien.

Qui vote cette délibération ? *(La majorité municipale, Monsieur DUEZ, Madame DE RUYTER (pouvoir) et Monsieur GROSSE.)*

Qui s'abstient ? *(Madame ZYTKA-TARANTO, Monsieur BECHROURI, Monsieur LEGRAND et Monsieur J. LEROY.)*

*(La délibération 2025/03 est adoptée à l'unanimité. Madame ZYTKA-TARANTO, Monsieur BECHROURI, Monsieur LEGRAND et Monsieur J. LEROY s'abstiennent.)*

## **2025/04 QUARTIER DE LA MITTERIE - AVIS DU CONSEIL COMMUNAL SUR LE LANCEMENT D'UNE CONCERTATION PREALABLE A L'OUVERTURE A L'URBANISATION DU SITE DIT DE LA "BRIQUETERIE"**

**M. LE MAIRE.-** La délibération suivante est pour moi : quartier de la Mitterie – Avis du Conseil communal sur le lancement d'une concertation préalable à l'ouverture à l'urbanisation du site dit de la « Briqueterie », à ne pas confondre avec le site de la Briqueterie à Lambersart, même si on n'est pas très loin, au creux du Chemin noir, rue Eugène Descamps, qui est en travaux, cela a été signalé tout à l'heure.

Il y a une contestation par les propriétaires de la SCI du PLU2. Le contentieux a été ouvert avec le Tribunal administratif qui a rendu un jugement favorable sur l'urbanisation à différer, puisque la zone était classée en AUDm.

Aujourd'hui, le TA a donc considéré qu'il y avait une erreur manifeste d'appréciation, et la MEL, avec la Ville de Lille et de Lomme, a considéré qu'il fallait peut-être revoir le sujet pour avoir une concertation préalable et une OAP pour pouvoir trouver les voies d'un projet.

Ce projet, mais j'attendrai peut-être l'intervention de Joffrey LEROY, évidemment, ne se fera pas à n'importe quelles conditions, je reviendrai peut-être sur les qualités du terrain, mais la Métropole européenne de Lille va mettre en application la décision de la Cour administrative d'appel, puisque la SCI avait interjeté appel, et organiser une concertation préalable pour entendre toutes les parties prenantes, notamment les habitants, avant d'imaginer que l'OAP puisse se faire dans un calendrier d'un futur PLU. Vous avez bien compris qu'on vient de voter le PLU3 et une opération pourrait se faire dans l'organisation du PLU4.

Cher Joffrey.

**M. J. LEROY.**- Monsieur le Maire, chers collègues,

Je pense que vous avez un peu deviné la teneur de mon intervention. En effet, le site de la Briqueterie risque d'être ouvert à l'urbanisation, avec une requalification en terrain constructible dans un prochain Plan local d'urbanisme.

Par cette délibération, le Conseil communal de Lomme doit donner son avis simplement sur l'ouverture d'une concertation concernant l'aménagement futur de ce site. Nous, élus Écologistes, craignons le reclassement en zone constructible de ce poumon vert au cœur de la Mitterie. Il s'agit de l'un des derniers vestiges non construits au sein du tissu urbain lillois. Aujourd'hui, ce site sert de prairie au dernier troupeau de vaches de la commune de Lille-Lomme-Hellemmes, c'est une richesse pour les habitants du quartier, comme pour les élèves de l'école Léon Blum, qui peuvent avoir le plaisir de voir paître des vaches en pleine ville pendant l'été.

Mais vous l'aurez compris, ce n'est pas sur ce reclassement que nous devons nous prononcer ce soir, mais sur l'ouverture d'une concertation publique ; c'est la raison pour laquelle nous voterons pour cette délibération.

Très préoccupés par l'avenir menacé de ces prairies, nous encouragerons l'ensemble des acteurs de la Mitterie à prendre part à cette concertation. Nous devons défendre cet espace naturel de 8 hectares en cœur de ville face à l'artificialisation galopante et à la bétonisation à tout va.

Cette concertation doit être un outil dont se saisiront les habitants du quartier pour faire entendre leur attachement à ces dernières prairies. C'est une opportunité aussi pour les acteurs politiques de la ville de Lomme de défendre une vision : celle d'une densité maîtrisée, celle d'une ville apaisée, d'une ville verte où il fait bon vivre, où on respire et où on croise parfois des vaches.

Nous sommes favorables à l'ouverture d'une concertation et resterons vigilants sur le devenir de ce site. Les espaces naturels manquent cruellement à Lomme. Il serait dommage de constater trop tard une occasion manquée. Nous, Écologistes, sommes las d'entendre : « Vous aviez raison il y a 20 ans, nous nous sommes trompés ».

Merci.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Monsieur LEROY.

Effectivement, nous allons voter sur la concertation prévue par la MEL, ce sera d'ailleurs soumis à la MEL le 28 février prochain. Il ne faut pas craindre cette concertation ; je la souhaite large, ce n'est pas simplement ceux qui habitent rue Eugène Descamps ou rue du Chemin noir, parce que le poids de ce qui pourrait se faire ou ne pas se faire dans le secteur est très important.

C'est un sujet que je traite au quotidien aujourd'hui. Il suffit d'aller voir ce qui se passe sur le Chemin noir et de faire des photos qui sont édifiantes, puisqu'aujourd'hui, une bonne partie de ce terrain est polluée, avec une décharge à ciel ouvert qui me vaut quelques mails, courriers, coups de téléphone, visites en Mairie pas toujours agréables, mais avec une explication particulière, puisque ce terrain est privé ; il n'appartient pas à la ville, c'est un terrain privé, hormis une petite parcelle qui appartient à la MEL.

Je vous engage à aller voir ce qui se passe et la manière dont on peut ou pas contrôler les choses sur le secteur, puisque ce terrain est libre d'accès, il est aujourd'hui connu, de la part des communautés des gens du voyage notamment, qui sont venues s'installer de manière massive, 212 caravanes, il y a un an, qui ont laissé des déchets sur place, évidemment. Effectivement, il y a un droit d'usage aujourd'hui pour un agriculteur, qui n'est pas de Lomme mais d'un peu plus loin, du Quesnoy, qui fait paître du bétail sur le site, mais ce site a une histoire aussi. Ce site était hier une ancienne déchetterie municipale, c'est un terrain fragilisé. Il faut donc avoir une bonne lecture des choses.

Là où je suis d'accord avec vous, pour en parler souvent avec vous tous, avec vous quatre, c'est le rapport qu'il y aura demain, mais il faut y travailler, j'allais presque dire ensemble, au Conseil et ailleurs, la manière dont on va pouvoir répondre aux enjeux d'urbanisation qui sont importants à l'échelle de la MEL, mais à l'échelle de la ville aussi, sans bétonner de manière excessive, et en même temps, ce n'est pas impossible, de préserver des terrains qui auraient dû être ou qui auraient pu être urbanisés. Je suis prêt à changer de pied sur un certain nombre de sujets qui ne sont plus d'actualité, parce que trop importants, trop coûteux sur le rapport en espaces verts, mais, en même temps, je sais que j'ai 3 000-3 500 demandes de logement sur la ville, donc il faut avoir un compromis acceptable.

Je vous rappelle que sur cette zone, il y a déjà eu un projet, mal ficelé, etc., ce projet est tombé. On verra aussi ce que les uns et les autres peuvent en dire sur ce compromis acceptable ou non, sur la sanctuarisation ou non – comme ça, j'ouvre les pistes –, mais à partir du moment où on fera voter cette délibération.

Je passe au vote.

Qui vote cette délibération ?

*(La délibération 2025/04 est adoptée à l'unanimité.)*

Merci beaucoup.

## **2025/05 BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE - CONVENTION DE DON AVEC L'ASSOCIATION LA BOUQUINERIE DU SART**

**M. LE MAIRE.-** Monsieur GRILLET va suppléer Madame BLAS, qui est souffrante : délibération sur la Bibliothèque municipale.

**M. GRILLET.-** Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais d'abord, effectivement, excuser Delphine BLAS, qui est souffrante et à qui je souhaite un prompt rétablissement.

Il s'agit d'une délibération assez simple, qui concerne notre Médiathèque.



Dans une démarche de culture durable, la Bibliothèque municipale propose de remettre à l'association La Bouquinerie du Sart, qui est une association sociale et solidaire, les livres en bon état retirés des collections.

Il est donc demandé au Conseil communal de bien vouloir :

- APPROUVER et AUTORISER la signature d'une convention de don.

Merci.

**M. LE MAIRE.**- Sobre et efficace, comme d'habitude, Monsieur GRILLET.

Il n'y a pas de demande d'intervention.

Qui vote cette délibération ?

*(La délibération 2025/05 est adoptée à l'unanimité.)*

Je vous remercie.

## **2025/06      PLAN LOMMOIS DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES A L'HORIZON 2030**

*(Projection d'un diaporama)*

**M. LE MAIRE.**- La délibération suivante est pour Monsieur LIPOVAC : présentation du Plan lommeois de développement des énergies renouvelables. Je vous propose de passer un peu plus de temps sur cette délibération.

**M. LIPOVAC.**- Merci. Pas trop long, c'est ça ?

D'abord, je voulais remercier la petite fille qui est là-bas, parce que depuis le début du Conseil, elle vote toutes les délibérations, et même le budget prévisionnel, et j'espère, Mademoiselle, parce que je crois que vous n'êtes pas dans le Conseil municipal des Enfants, vous êtes peut-être encore un peu jeune, mais bientôt j'espère, que vous voterez aussi cette délibération ce soir.

Il est vrai que l'écologie devient de plus en plus politique, quand on voit ce qui se passe aux États-Unis en particulier. Le mot d'ordre ce soir chez nous, c'est « *Shine Baby Shine* », ai-je envie de dire. En tout cas, l'objectif, et je l'ai dit comme ça aussi quand on était en Commission la dernière fois, est, quelque part, un nouvel étage à la fusée dans notre politique de transition, sachant qu'on a déjà eu l'occasion ici de présenter le plan sobriété, dont on a lancé la troisième édition.

*(Projection d'un diaporama)*

Je voulais rappeler en introduction cette approche de l'association négaWatt, qui est aussi la nôtre : la meilleure énergie est celle qu'on ne consomme pas. Il nous semblait important déjà d'avoir une politique de sobriété, d'efficacité et d'atteler un nouvel étage à la fusée sur les questions de sobriété. Ce plan a simplement comme ambition de fixer un cadre d'objectifs et des volets d'actions pour mener ensemble – je le disais encore hier au Conseil des Enfants – une politique et une coopération autour des énergies renouvelables.

Vous avez sur la diapositive les quatre points saillants/principaux de ce plan, qui est aussi à horizon 2030, on s'est calé aussi sur la feuille de route « Lomme en TransitionS » :

- une ambition réaffirmée d'accélérer la transition énergétique ;
- un enjeu de coopération avec tous les acteurs de la ville : habitants, propriétaires/copropriétaires – n'est-ce pas, Michel, on en a parlé en Commission –, bailleurs sociaux, acteurs économiques – nous avons des acteurs importants sur la ville, Euralimentaire en particulier, qui a aussi une politique sur les énergies renouvelables – associations, structures publiques ;
- la mise en place de ce qu'on appelle un « comité local des énergies renouvelables », avec l'ensemble des citoyens qui voudront bien s'engager dans cette démarche et un maximum de partenaires publics et privés ;
- un renforcement du diagnostic ; aujourd'hui, avec les services techniques en particulier, et notamment Éric, nous avons un ingénieur fluides chez nous, qui fait un travail très approfondi pour réaliser un diagnostic de notre patrimoine ; le diagnostic vise aussi à élargir la focale sur le territoire, à avoir des outils d'indicateurs pour poursuivre ce plan énergies renouvelables.

Peut-être pour expliquer les quatre grands objectifs de ce plan, on s'inscrit dans un cadre politique local, avec la MEL, avec le Plan Climat-Air-Énergie, le Plan climat Lille-Lomme-Hellemmes. On réaffirme cet objectif de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> à -45 % d'ici 2030. On a aussi l'ambition ici, pour notre ville, de développer le mix énergétique et d'avoir un objectif de 15 % de part des énergies renouvelables dans ce mix énergétique territorial ; c'est un objectif que l'on souhaite pour 2030. On a aussi l'objectif de réduire le coût des énergies pour la Ville avec notre plan sobriété et, je le répète, j'ai déjà eu l'occasion de le présenter de manière plus approfondie, cet objectif de -20 % de consommation d'ici 2026. Le point central de ce plan est l'implication active des habitants.

Pour balayer rapidement les trois grands volets de ce plan :

Premier volet : développer les énergies renouvelables sur le patrimoine communal. Il s'agit, comme dans le cadre de notre politique « Lomme en TransitionS », d'être exemplaires, de « balayer devant notre porte », en complément de la politique sur la sobriété, en respectant déjà le cadre réglementaire, et en particulier le décret tertiaire ; aujourd'hui, chez nous, 140 bâtiments municipaux sont concernés par cet objectif de réduction de consommation d'énergie. L'objectif est de l'amélioration énergétique, de la réhabilitation, mais aussi le développement d'énergies renouvelables, et donc de réaffirmer dans ce plan le contrat de chauffage et d'énergie avec ENGIE, qui vise une production sur notre patrimoine municipal de 350 MWh/an d'énergie renouvelable, et en particulier de solaire, soit 11 % de l'énergie consommée par la Ville, dans un objectif aussi d'autoconsommation. On va s'appliquer cet enjeu de réduction des factures énergétiques et on espère bien faire beaucoup d'économies.

J'en profite, puisqu'on a une petite photo de Délivrance, il est vrai qu'on va surtout développer le scolaire/photovoltaïque, mais on va aussi, dès cette année 2025, mettre en place un mini-réseau de chaleur sur une petite partie de Délivrance à partir de géothermie de surface, qui va permettre d'amener de l'énergie, de la chaleur à nos écoles : Curie-Pasteur, Ferry-Demory, à la Salle Deberdt, à la Salle Domsin, à la Maison Folie et au dojo ; c'est un projet très concret qui démarrera dès cette année.

Deuxième volet : faire émerger des projets à l'échelle individuelle, c'est intéressant, mais ce qui nous intéresse, c'est de travailler aussi à l'échelle de projets collectifs et avec les habitants. On a eu l'occasion ici, il y a quelques mois, de présenter une délibération avec Solaire en Nord. Ici, on a une petite photo d'une réunion qui a eu lieu il y a un mois à peu près avec les bailleurs sociaux, et je remercie au passage les services techniques, le Service de la transition aussi, mais le service logement en particulier, le CCAS, qui est également impliqué, avec Claudie, car c'est l'enjeu de la précarité énergétique qui se cache derrière cette politique autour des énergies renouvelables. Aujourd'hui, on a une Maison de l'habitat durable, un certain nombre d'aides sont déjà accessibles, grâce aussi à la MEL, et l'ambition est aussi



ici de faciliter l'accès à ces aides, et en particulier au développement des énergies renouvelables et de travailler ensemble avec les bailleurs. On a eu l'occasion, mi-janvier, d'avoir, par exemple, le retour d'expérience de Vilogia ou encore d'autres bailleurs qui, sur d'autres villes, en Hauts-de-France ou même en France, développent des projets en autoconsommation avec leurs locataires et dans cet objectif aussi de réduction des factures. On aimerait, avec eux, faciliter le développement de ces nouvelles manières de faire, de produire et de consommer localement. Ce sont aussi des dynamiques collectives d'achats groupés que nous lancerons dès cette année, en 2025, avec la MEL et l'objectif de développer de l'autoconsommation collective.

Dernier volet : soutenir la transition par l'implication citoyenne et la coopération territoriale. Cela rejoint ce que j'expliquais tout à l'heure dans les grands marqueurs quand je parlais du comité local sur les énergies renouvelables, on sait qu'il y a un enjeu aussi d'information et de sensibilisation, mais l'idée, et c'est ce qu'on fait avec Solaire en Nord aussi, est d'aller plus loin, c'est une implication active, de rendre chacun acteur de ce changement. Cette culture partagée autour des énergies renouvelables sera aussi un sujet qui sera mis à l'ordre du jour de la Semaine des transitions prochainement. Il s'agit de mettre en place toutes les conditions. D'ailleurs, un nouvel agent est arrivé chez nous, il a travaillé en particulier sur ce plan : Anne-Laure BLAISE, pour ne pas la citer, qui aura aussi pour mission d'assurer ces animations locales.

Voilà pour présenter ce dernier plan, et remercier, bien évidemment, les services techniques, Éric KASPROWIAK, Alain LEFEBVRE, toujours sur le qui-vive, et au Service TransitionS, bien évidemment, Jérôme COLLET, Anne-Laure – j'en ai parlé –, Coline CARÊME, le CCAS, le Service logement ; c'est vraiment un travail très transversal et je remercie, encore une fois, tous les Services et le DGS, bien évidemment, d'être impliqués dans ce plan.

**M. LE MAIRE.**- Merci. C'est la soirée des remerciements, mais c'est important de le faire aussi.

J'ai deux demandes d'intervention : Monsieur BECHROURI, suivi par Madame MORELLI.

**M. BECHROURI.**- Monsieur le Maire, chers collègues,

Nous voulons, pour commencer, nous associer aux remerciements des équipes, mais aussi des élus qui ont travaillé sur ce projet. Nous voulons également saluer la clarté de la feuille de route que se fixe la Ville, avec des jalons chiffrés qui nous obligent vis-à-vis de nos concitoyens, notamment les plus jeunes, qui pourront bénéficier de sources d'énergie qui n'hypothèquent pas leur avenir, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui.

Pour finir, nous voulons vous faire une proposition : profitons de cette transition énergétique pour engager une transition économique et démocratique, réfléchissons dès à présent avec les Lommoises et les Lommois intéressés à la création d'une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) associant citoyens, entreprises, collectivités, dans le projet et l'investissement. Cette SCIC permettrait de déployer rapidement des projets d'énergies renouvelables, de sortir des logiques de silo pour embrasser une logique innovante de coopération entre citoyens, acteurs économiques du territoire et Commune, de faire vivre la démocratie autour de projets concrets à vocation écologique et économique, d'initier une filière économique locale viable et responsable. Les sociétés coopératives génèrent des revenus réinvestis et redistribués sur la ville. Des expérimentations, vous l'avez dit, intéressantes ont été menées en Hauts-de-France ; inspirons-nous-en et démarrons sans attendre, le temps presse. Donnons l'exemple et une perspective positive, non pas à la transition, mais aux transitions. Un autre monde est possible !

Nous voterons cette délibération.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Monsieur BECHROURI.

Madame MORELLI.

**Mme MORELLI.-** Monsieur le Maire, chers collègues,

Notre groupe soutiendra évidemment ce plan ambitieux mais réaliste de développement des énergies renouvelables à l'échelle de notre ville, tant sur le plan du patrimoine communal que des initiatives citoyennes individuelles et collectives.

Sur le patrimoine communal, la dynamique est lancée, les économies d'énergie et le recours aux énergies renouvelables sont amorcés sur plusieurs bâtiments : piscine, pôle Voltaire-Sévigné – nous en avons parlé – et d'autres rejoindront bientôt le mouvement, comme le montre également la délibération suivante visant à réaliser des audits énergétiques avec le concours de la MEL.

Du côté des particuliers également nous avançons. Un collectif de citoyens intéressés se constitue. Nous sommes accompagnés par l'association Solaire en Nord. Chaque famille lommoise peut rejoindre cette dynamique, car oui, chaque geste compte. On a l'habitude de les appeler « les petits gestes ». Pourtant, tous ces gestes du quotidien visant à réduire notre impact carbone pèsent et pèsent beaucoup, car même si les actions individuelles ne suffisent pas, elles représentent peu ou prou un quart de l'effort à fournir pour limiter le réchauffement climatique et elles en sont une condition nécessaire. Déplacements plus doux, alimentation locale, zéro déchet, énergie verte, chacun peut trouver plusieurs actions à mener à son échelle. Souvent, s'inscrire dans une démarche de développement durable, c'est bon également pour le porte-monnaie et la santé.

Ces petits et grands gestes, ces actions individuelles construisent la dynamique collective. Cela participe d'un élan général et nous aide, nous élus et la municipalité dans son ensemble, à poursuivre notre engagement pour un monde plus soutenable, plus sobre et plus solidaire.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.-** Merci, Madame MORELLI.

Monsieur LIPOVAC, pour une petite réponse à la question de Monsieur BECHROURI ?

**M. LIPOVAC.-** Bien volontiers. D'ailleurs, c'est un peu ce qu'on a engagé aujourd'hui avec le collectif de citoyens. Il y avait quelques photos tout à l'heure, on nous voyait à la Médiathèque le 18 juin ; c'était notre appel du 18 juin pour les énergies renouvelables. Ce soir-là, SOLIS Métropole était également là.

Cette idée, je ne l'ai pas dite, parce que j'ai toujours des notes que je ne lis jamais... (*Sourires*)

Je voulais aussi remercier Laurine MERLIER, parce qu'aujourd'hui, un travail est engagé avec les services, en particulier le Service juridique, pour voir comment on pourrait mettre à disposition des toitures de la ville pour des projets citoyens, justement, et pour faire de l'investissement, comme vous le disiez, société de projet ; on en a aussi discuté avec SOLIS, c'est dans les tuyaux administratifs aujourd'hui, pour ne pas réinventer la poudre, une SCIC existe déjà sur le territoire, voir le montage juridique, qui est un peu nouveau, qui demande aussi aux Services techniques, mais également juridique, de jeter un œil, car derrière, c'est de la commande publique, c'est très rigoureux, mais il y a bien cette volonté. Ce comité local sur les énergies renouvelables, le fait d'impliquer tout citoyen volontaire, va aussi dans ce sens.

On a lancé avec les Services techniques un certain nombre d'études techniques, de faisabilité, dans cet objectif de faire des projets citoyens avec la Ville. On croise les doigts, mais cela pourrait se faire rapidement ; on l'espère en tout cas.

Merci.

(Départ de Monsieur DUEZ à 20 heures 56)

**M. LE MAIRE.-** Merci, Monsieur LIPOVAC.

Juste un mot là-dessus... Ce n'est pas une petite délibération, que l'on m'entende bien, cette délibération est vraiment très importante. Elle s'inscrit dans le programme « Ville en TransitionS », comme vous l'avez dit, Monsieur BECHROURI. Ce plan sera essentiel, il demandera forcément un peu de temps, des financements, il sera certainement évolutif ; on a commencé, mais si la Ville doit être exemplaire, on voit bien qu'il faudra peut-être aller plus vite, plus loin, plus haut, plus fort – comme disait l'autre –, on ne le fera pas forcément seul ; Jean-Christophe a évoqué la question des bailleurs. On rencontre souvent les bailleurs, notamment pour les questions de logements ou parfois de jardins partagés ou d'autres sujets ; là, évidemment, on entend bien que quand il s'agit de construire, on peut faire un geste premier, quand il s'agit de réhabiliter, on peut en faire d'autres, et les deux sujets sont quand même très importants dans notre ville, où le patrimoine bâti est ancien. On a eu ce débat il y a quelque temps ici pour dire : « Attention, il ne faut pas toujours construire, il faut aussi réhabiliter » ; on est d'accord, mais la question de l'énergie est aussi importante pour les locataires au niveau des charges.

Ce plan sera à la fois ambitieux et collectif, puisqu'on a ajouté les Lommois, qui seraient la première pierre du travail que mènent Jean-Christophe et ses équipes, mais n'hésitez pas à dialoguer et à travailler sur les questions qui ont été levées et la proposition que vous avez faite.

Merci beaucoup.

Je passe au vote.

Qui souhaite voter cette délibération ?

*(La délibération 2025/06 est adoptée à l'unanimité.)*

Je vous remercie.

**2025/07    REALISATION D'AUDITS ENERGETIQUES ET DE SIMULATION THERMIQUE DYNAMIQUE (STD) DANS PLUSIEURS BATIMENTS - FONDS DE CONCOURS DE LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE (MEL) - CONVENTION ENTRE LA MEL ET LA VILLE**

**M. LE MAIRE.-** Monsieur LIPOVAC, en peu de mots, peut-être, la suite.

**M. LIPOVAC.-** C'est une délibération qui fait plaisir, puisque l'idée est de vous autoriser à signer une convention avec la MEL pour bénéficier d'un financement de 9 000 € dans le cadre du fonds de concours de la MEL pour réaliser sur notre ville des audits énergétiques, et en particulier sur la Médiathèque, sur Curie-Pasteur et Ferry.

**M. LE MAIRE.-** Très bien. Je pense qu'il n'y a pas de débat particulier, pas de demande d'intervention.

Nous passons au vote.

Qui vote pour cette délibération ?

*(La délibération 2025/07 est adoptée à l'unanimité.)*

Je vous remercie.

## **2025/08      REGLEMENT INTERIEUR DE LA DECHETERIE MUNICIPALE**

**M. LE MAIRE.-** Monsieur LIPOVAC, sur le règlement intérieur de la déchèterie, en peu de mots aussi.

**M. LIPOVAC.-** C'est une délibération de portée un peu administrative sur la question des déchets.

On a une déchèterie municipale, qui est d'ailleurs strictement réservée aux services de la Ville de Lille, Lomme et Hellemmes, et dans une optique d'optimisation de cette déchèterie, l'idée est de changer son règlement intérieur.

L'idée est d'adopter ensemble ce règlement intérieur de la déchetterie municipale.

**M. LE MAIRE.-** Très bien.

Il n'y a pas de demande d'intervention.

Je passe au vote.

Qui vote pour ?

*(La délibération 2025/08 est adoptée à l'unanimité.)*

## **2025/09      PRIME A L'ACHAT DE VELO ET ACCESSOIRES 2025**

**M. LE MAIRE.-** Madame MORELLI, pour la prime à l'achat de vélo et accessoires 2025, s'il vous plaît.

**Mme MORELLI.-** Merci, Monsieur le Maire.

C'est une délibération que vous commencez à connaître, donc je ne vais pas trop entrer dans le détail, d'autant plus qu'on y a travaillé en Commission également.

Cette année, nous avons à nouveau une belle enveloppe de 50 000 €, comme l'a présenté Claudie tout à l'heure, pour deux types de primes :

- la prime vélo, avec une nouveauté cette année : la prise en charge à hauteur de 50 % avec un plafond de 100 € des kits d'électrification de vélo ; on peut noter que les bénéficiaires du RSA et les détenteurs de carte à mobilité inclusion bénéficient toujours d'une prise en charge à 100 % et de plafonds plus élevés ;
- la prime accessoires, elle aussi reconduite ; c'est l'occasion pour moi de mettre l'accent sur l'importance de circuler en toute sécurité, le casque notamment est un outil indispensable, tout comme l'éclairage, surtout en ces journées d'hiver où le soleil se couche tôt, et encore, quand il se lève.

Nous maintenons l'expérimentation petites entreprises lancée en 2024 pour l'achat de vélos-cargos. Si elle n'a pas été sollicitée en 2024, nous avons plusieurs pistes pour une concrétisation cette année. Nous avons conservé les mêmes prérogatives : deux cargos maximums par Kbis, 500 € maximum par cargo et 50 % maximum du montant engagé.

Il me reste à vous dire que la prime sera lancée le 1<sup>er</sup> avril 2025 et durera jusqu'à épuisement de l'enveloppe allouée et à remercier Maud DE REKENEIRE et Jean-Michel DUBUS pour le suivi au cordeau de tous ces dossiers.

Merci.

**M. LE MAIRE.-** Merci, Madame MORELLI.

Monsieur LIPOVAC.

**M. LIPOVAC.-** Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, Mesdames et Messieurs les élus,

Le groupe Socialistes, Écologistes et Citoyens se réjouit de cette délibération et de cette aide financière aux Lommoises et aux Lommois pour l'achat de vélos et d'accessoires de sécurité. Cette prime est un encouragement important pour se déplacer autrement en ville, pour le travail, pour les loisirs, pour les actes du quotidien, mais aussi pour les activités économiques, et Stéphanie MORELLI l'a dit déjà, l'enveloppe, cette année, est conséquente, à hauteur de 50 000 €.

Il faut le souligner, l'édition 2024 avait déjà doublé cette enveloppe par rapport aux années précédentes, et donc, malgré le contexte budgétaire tendu, cet effort se poursuit cette année.

Cette année encore, nous invitons les Lommoises et les Lommois à se doter d'un vélo neuf ou d'occasion, à assistance électrique ou non, de vélos de ville comme de vélos-cargos pour la famille ou encore de vélos-cargos pour un usage professionnel, pour les commerçants et les artisans de notre ville.

Parmi les nouveautés cette année, il y a la possibilité d'acheter des équipements pour l'électrification de son vélo.

Comme les années précédentes, pour concrétiser une transition écologique et sociale qui nous est chère, nous avons souhaité avoir une attention particulière pour nos concitoyens bénéficiaires du RSA et ceux également détenteurs d'une carte à mobilité inclusion. Dans cette perspective, cette année, les primes ont d'ailleurs été majorées.

Notre politique « Lomme en TransitionS » cherche, à travers plusieurs modalités, à promouvoir et à accompagner une mobilité à la fois plus durable, solidaire et décarbonée ; cette prime y joue un rôle important. Mais cela passe aussi par de nouvelles infrastructures qui sont propices aux déplacements actifs sur l'ensemble de la ville, et notre volonté est de rendre la ville toujours plus cyclable et marchable, et dans cette perspective, la métamorphose du Bourg – on peut parler, en effet, de métamorphose – en est une très belle illustration.

Sans être exhaustif, mais quand même pour souligner qu'il y a aussi derrière la transition cet accompagnement au changement des comportements – c'est parfois difficile, on le voit quand on est en réunion publique – pour une mobilité plus active et durable, le programme « Savoir rouler » pour tous les écoliers dans le cadre de Lomme Educ', des activités de remise en selle pour les habitants, les adultes notamment, et on voit l'importance aussi de l'intervention des agents de la police.

Rappelons aussi que cette politique de mobilité durable s'applique à nous-mêmes, avec une démarche d'exemplarité, un plan de déplacement administration, qui vise à faciliter ou en tout cas à promouvoir les déplacements à vélo pour les agents, réduire la flotte de véhicules et tendre aussi vers le zéro diesel.

Comme Stéphanie, je tiens à remercier l'ensemble des agents de la municipalité pour leur implication : Maud, forcément, Jean-Michel DUBUS et Jérôme COLLET, qui est toujours présent pour réaliser ces travaux à nos côtés et cette politique vélo. Merci à tous.

**M. LE MAIRE.-** Merci beaucoup.

Je passe au vote de cette délibération.

Qui vote pour ?

*(La délibération 2025/09 est adoptée à l'unanimité.)*

Je vous remercie.

## **2025/10     SOUTIEN A L'AFM TELETHON**

**M. LE MAIRE.-** Monsieur BUTSTRAEN, le soutien à l'AFM Téléthon.

**M. BUTSTRAEN.-** En 1997, à l'initiative de deux clubs sportifs, l'OSML/SRLD Judo et le Cercle pongiste lommois, le premier Téléthon lommois était organisé au Palais des Sports, et durant 36 heures sans interruption, de nombreuses associations avaient présenté des animations, des défis, des spectacles, qui avaient permis de récolter, à l'époque, 7 000 €.

À Lomme, en 28 ans, ce sont plus de 335 000 € qui ont été récoltés au profit de l'AFM Téléthon.

Le 12 octobre dernier, nous avons eu le plaisir d'accueillir Madame Laurence TIENNOT-HERMENT, Présidente de l'AFM Téléthon, pour l'animation d'une conférence-débat afin de partager l'histoire du Téléthon, les victoires remportées contre des maladies rares et neuromusculaires autrefois incurables et l'urgence à continuer à se mobiliser pour tous les malades qui attendent un traitement en présence de nombreux comités locaux du Nord et du Pas-de-Calais.

En 2024, 33 associations, 7 écoles, 1 collège ont proposé des spectacles, des tournois, des ventes, des animations, un loto durant toute l'année. Le record de dons récoltés était de 24 771,26 € en 2023 ; ce record sera battu pour 2024, le montant sera annoncé samedi matin lors de la remise officielle du chèque au responsable du Téléthon départemental.

Ce résultat a été possible grâce au travail d'un comité local animé par Jean-Pierre ALEXANDRE et Pierre BOONE, sous l'égide de l'ACSL, du président Christian MONTAY, ainsi que de nombreux bénévoles.

La Ville de Lomme a toujours soutenu ces actions, par le prêt de matériel, de salles ou de véhicules.

Pour l'année 2024, Monsieur le Maire a proposé d'abonder les sommes récoltées par un don au Comité du Téléthon lommois pour un montant de 2 300 €.

Il vous est donc proposé d'autoriser le versement d'une subvention de 2 300 € à l'AFM Téléthon.

**M. LE MAIRE.-** Merci, Monsieur BUTSTRAEN.

Vous avez tout dit, presque tout dit, parce que la modestie est toujours une marque de qualité chez vous ; je vous le dis, parce qu'il ne vous le dira pas, mais en 1997, il y avait un jeune président... enfin un président, simplement, d'association, certainement un peu plus jeune il y a 28 ans, qui s'appelait André BUTSTRAEN pour le Cercle pongiste, qui était déjà à la manœuvre avec les autres associations, et il est vrai que cette vitalité a été transmise aux personnes qui, aujourd'hui, œuvrent pour le Téléthon, pour les malades et contre la maladie : Jean-Pierre ALEXANDRE, Pierre BOONE, Christian MONTAY, des gens très connus sur la ville, très estimables, qui font don d'eux-mêmes et pour les autres ; c'est vraiment très important.



Il me semblait légitime, après une discussion assez rapide avec André BUTSTRAEN, que la Ville propose pour la première fois d'abonder de 10 %, en définitive, le montant collecté ; c'est la proposition que j'ai faite à André, qui l'a acceptée, je ne sais pas pourquoi, mais cela me semblait tout à fait normal et judicieux.

D'ailleurs, je vous invite, nombreuses et nombreux, à venir samedi matin pour la remise du chèque à l'association, c'est une date importante de notre calendrier, pour tout ce qu'elle représente à Lomme : la solidarité, la lutte contre la maladie, le bénévolat ; tout cela est consubstantiel, quelque part, à ce que nous sommes tous.

Merci beaucoup pour cette proposition, cher André.

Je passe au vote ; je suppose que tout le monde en sera d'accord.

Qui vote pour cette délibération ?

*(La délibération 2025/10 est adoptée à l'unanimité.)*

Je vous remercie pour ceux qui vont en bénéficier.

## **2025/11      CONVENTIONS ENTRE LA VILLE ET LES ASSOCIATIONS**

**M. LE MAIRE.-** Cher André, conventions entre la Ville et les associations ; y a-t-il quelque chose à dire ?

**M. BUTSTRAEN.-** Non, ce sont des conventions habituelles, c'est un renouvellement pour trois associations : le Collectif Sentiers culturels, l'Union Amicale des colombophiles et l'AMAP Lomme de terre.

**M. LE MAIRE.-** Je n'ai pas de demande d'intervention.

Je passe au vote ; c'est habituel, usuel.

Je passe au vote.

Qui vote pour ?

*(La délibération 2025/11 est adoptée à l'unanimité.)*

Je vous remercie.

## **2025/12      SUBVENTIONS AU TITRE DE L'ANNEE 2025**

**M. LE MAIRE.-** Peut-être un peu plus sur les subventions – c'est très important – au titre de l'année 2025, cher André.

**M. BUTSTRAEN.-** Qu'elles soient solidaires, culturelles, éducatives ou sportives, ce sont 76 associations et 14 coopératives scolaires à qui nous proposons l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Pour rappel, trois sortes de subventions sont attribuées : des subventions de fonctionnement, des subventions appels à projets et des subventions de déplacement pour les associations sportives.



Sur un montant global de 495 000 €, il vous est proposé d'attribuer 414 039 € pour les subventions de fonctionnement 2025.

Je profite de cette délibération pour remercier l'ensemble des dirigeants bénévoles, qui jouent un rôle primordial dans l'animation de notre commune.

Je terminerai pour remercier le Service AVA et le Service des sports, en particulier Madame Valérie THOMAS, Monsieur Alexis DEBUISSON et Florence HOUZET pour leur travail et leur écoute auprès de nos bénévoles associatifs.

**M. LE MAIRE.-** Vous avez fini ?

**M. BUTSTRAEN.-** Oui.

**M. LE MAIRE.-** Parfait.

J'ai une demande d'intervention de Monsieur THERY.

**M. THERY.-** Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, Mesdames et Messieurs,

Les nombreuses associations lommoises agissent grandement pour le bien vivre et très souvent le mieux vivre dans notre cité. Elles sont actrices de l'épanouissement de nos concitoyens dans leurs loisirs, dans le sport, la culture, la santé, mais aussi par le soutien à l'enseignement et ses APE.

Quelques exemples :

- pour le sport, la natation, dans leur nouvel écrin qu'est la piscine, inaugurée tout récemment dans sa nouvelle configuration d'économie d'énergie ;
- sur la culture, il n'est qu'à voir les formidables concerts de l'Orchestre d'harmonie de Lomme, suivis par un très nombreux public, comblé à chaque fois ;
- sur la santé, avec le soutien apporté à l'association Handilom, puis celui aux anciens combattants.

Cette liste non exhaustive de subventions permet le bon fonctionnement de toutes ces belles associations de Lomme.

Le Conseil communal de Lomme apporte, comme chaque année, son aide financière si précieuse, que l'on peut qualifier de philanthropique, à nos belles et nombreuses associations.

Face à la baisse drastique des crédits accordés par le gouvernement, le Conseil se fait fort de maintenir ces différentes subventions à la même hauteur, à l'heure où bon nombre de Communes avoisinantes, mais aussi plus lointaines, diminuent ou suppriment quelquefois leurs aides au fonctionnement des associations.

Alors, ce ne sera pas le cas ce soir et pour cause, mais foin des critiques et protestations diverses, souvent récurrentes au sein de notre Conseil, sur le bien-fondé des subventions, l'essentiel n'est pas là, le groupe Socialistes, Écologistes et Citoyens soutient fortement cette délibération et la votera, bien entendu.

**M. LE MAIRE.-** Merci, Monsieur THERY. On ne parle pas des absents, avait-on dit, mais j'ai compris l'allusion quand même. Vous avez raison, on a gagné un peu de temps dans cette affaire, et surtout, l'attribution des subventions est importante. Je l'avais dit au précédent Conseil, nous déciderons aujourd'hui d'attribuer toutes les subventions à la hauteur qui était la nôtre l'an dernier et les années précédentes, pour ne pas amputer d'un euro des subventions aux clubs et associations qui sont vitales ; tout à l'heure, on parlait de prévention, il y a aussi un rôle de ces associations, des bénévoles, dans la prévention, dans la tranquillité publique, quelque part ; comme on dit chez moi : « quand on est au foot, on n'est pas ailleurs », cela fait du bien de se cultiver aussi, etc.

On n'ampute pas les subventions, comme d'autres sont parfois obligés de le faire, et ils ne le font pas tous de gaieté de cœur, même si certaines collectivités, des Régions notamment, « sabrent » beaucoup, mais pas forcément dans notre région.

Merci de vos propos, et surtout, ces subventions arriveront rapidement, pour que les associations et clubs puissent vivre leur saison sportive, culturelle, éducative, solidaire – on a évoqué la solidarité avec les Restos du Cœur et le Secours Populaire, qui sont deux institutions aussi à Lomme. Grâce à notre vote imminent, nous allons pouvoir aider et soulager aussi.

Qui vote cette délibération ?

*(La délibération 2025/12 est adoptée à l'unanimité.)*

Je vous remercie.

**2025/13      REALISATION D'UN TERRAIN MULTISPORTS « BLUM » - FONDS DE CONCOURS DE LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE (MEL) - CONVENTION ENTRE LA MEL ET LA VILLE**

*(Projection d'une photo)*

**M. LE MAIRE.-** Monsieur BUTSTRAEN, le terrain de sport « Blum ».

**M. BUTSTRAEN.-** Après la réalisation de la cour végétalisée de l'école Léon Blum en 2023, la Ville de Lomme a réalisé en 2024 un terrain multisports dans le quartier de la Mitterrie. Ce city stade est utilisé durant le temps scolaire, le temps périscolaire et, bien sûr, mis à disposition des jeunes du quartier.

La Métropole européenne de Lille, au travers du fonds de concours Équipements sportifs, a la possibilité d'accompagner financièrement les Communes dans le cadre du soutien à l'investissement dans les équipements sportifs pour la création ou la rénovation d'équipements qui participent à la dynamique sportive du territoire.

Lors de sa séance du 29 novembre, la MEL a décidé d'allouer un fonds de concours pour ce projet d'un montant de 35 754,07 € pour un coût de près de 150 000 €.

Il vous est demandé de bien vouloir :

- APPROUVER la convention ;
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention ;
- ADMETTRE la recette correspondant à la subvention accordée par la MEL.

**M. LE MAIRE.-** Merci, Monsieur BUTSTRAEN.

Juste un mot, parce qu'il y a des choses qui changent et évoluent. Vous avez la photographie du city stade ; il n'est pas fini, il manque la résine qui doit être posée quand la saison des pluies sera terminée, c'est-à-dire de manière imminente, j'espère, parce qu'elle dure depuis longtemps. Vous avez un city stade qui fait suite, effectivement, à la grande cour végétalisée, peut-être la plus belle – j'en suis sûr, d'ailleurs – que nous ayons réalisée, même si d'autres vont arriver, et vous savez tous ce qu'il y avait avant, ici et là : c'était un parking à voitures. Le parking voitures a disparu, le city stade est là, devant le local des peintres de l'école végétalisée.

Cela démontre à la fois le travail qui est le nôtre, mais surtout les besoins, parce que quand on se promène avec André BUTSTRAEN et d'autres élus en ville, on nous demande beaucoup d'équipements sportifs de proximité. On peut le faire avec les outils qui sont maintenant les nôtres, je pense :

- au budget participatif lommois, puisque nous l'avons doublé, de 50 000 à 100 000 € ; cela donne déjà quelques pistes sérieuses... pas pour un city stade, parce que cela coûte parfois plus cher, voire beaucoup plus cher ;
- ou au budget participatif lillois ; nous aurons, grâce à celles et ceux qui ont déposé des dossiers, réussi bientôt à capter presque 500 000 € de financements de Lille, notamment sur les questions de sport, et d'ailleurs, une partie du prochain city stade, très important, au Marais, à côté du cimetière, pour un budget de 300 à 350 k€, sera financée par le budget participatif lillois.

Il nous restera d'autres chemins à parcourir, je pense notamment à Mitterie ; nous sommes allés sur place il n'y a pas très longtemps avec Bouchta DOUICHI et des habitants pour repérer les endroits potentiels où nous pourrions mettre un city stade, puisqu'il y a vraiment un appétit pour le sport de proximité, au-delà des salles qui sont les nôtres, les deux se complètent, et, évidemment, dans la cité Délivrance, qui renvoie à des débats sur la localisation.

Je voulais le souligner, ce n'est pas simplement un équipement en soi posé dans une cour d'école, c'est une stratégie globale qui demande du temps, quelques années, pour livrer – j'espère en tout cas – presque, je regarde le Directeur des Services techniques, en le priant, non pas d'accélérer, mais de conduire ces projets comme il l'a fait pour ce city stade, de manière aussi claire et rapide, parce que les besoins des enfants dans les quartiers sont très importants et, aujourd'hui, presque vitaux.

Je passe au vote sur cette délibération.

Qui vote pour cette délibération ?

*(La délibération 2025/13 est adoptée à l'unanimité.)*

Je vous remercie.

**2025/14    CONVENTIONS D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT AVEC LA CAF RELATIVES A L'AIDE AUX LOISIRS EQUITABLES ET ACCESSIBLES (LEA) ADOSSEE A LA PRESTATION DE SERVICE ORDINAIRE (PSO), POUR LA VILLE DE LILLE ET SES COMMUNES ASSOCIEES D'HELLEMMES ET DE LOMME**

**M. LE MAIRE.-** Monsieur BUTSTRAEN : convention d'objectifs et de financement avec la CAF.

**M. BUTSTRAEN.-** Très simplement et rapidement, Monsieur le Maire, il est demandé de renouveler la convention d'objectifs et de financement avec la CAF relative à l'aide aux loisirs équitables et accessibles adossée à la prestation de service ordinaire (PSO).

Cette convention débute le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et prendra fin le 31 décembre 2029.

**M. LE MAIRE.**- Merci beaucoup.

Il n'y a pas de demande d'intervention.

Je passe au vote.

Qui vote pour cette délibération ?

*(La délibération 2025/14 est adoptée à l'unanimité.)*

Je vous remercie.

**2025/15 MISES A JOUR DES AIDES A L'HABITAT DURABLE, A LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET AU RAVALEMENT DE FAÇADES**

**2025/16 OCTROI DES AIDES HABITAT DURABLE TRANSITION ECOLOGIQUE ET FAÇADES**

**M. LE MAIRE.**- Madame Claudie LEFEBVRE, vous reprenez la parole sur les aides à l'habitat durable et à la transition écologique.

**Mme LEFEBVRE.**- Je vous présente lors des différents Conseils communaux des autorisations pour l'octroi des aides habitat durable, transition écologique et façades.

Cette présente délibération concerne un ajustement des critères d'attribution de ces aides.

Tout en maintenant les cibles d'intervention, la Ville intègre les évolutions nationales et ajuste par ailleurs certaines de ces primes spécifiques :

- pour les demandes d'aides énergies renouvelables, rendez-vous préalable obligatoire à la Maison de l'Habitat Durable avec un conseiller France Rénov ou Solaire en Nord ;
- un alignement des montants de la prime bois ;
- une mise à jour des immeubles éligibles à la prime raccordement réseau de chaleur urbain et une hausse du montant de la prime ;
- une évolution du mode de calcul du montant de l'aide au ravalement des façades ;
- pour l'aide précarité énergétique, il est prévu une déduction de la prime en cas d'octroi ultérieur d'une aide municipale à la rénovation.

Par cette délibération, je vous demande de bien vouloir :

- APPROUVER ces ajustements ;
- PERMETTRE la modification des montants d'aides à la rénovation.

**M. LE MAIRE.**- Si vous en êtes d'accord, on pourrait peut-être lier la deuxième délibération avec la première, puisqu'elles sont complémentaires ; je ne pense pas qu'il y aura des oppositions sur le fond ni sur la forme.

Madame LEFEBVRE.

**Mme LEFEBVRE.**- La seconde est donc l'octroi des aides habitat durable, transition écologique et façades.

Je vous l'ai présentée en Commission, une seule demande aujourd'hui pour un montant de 735 €.

Par cette délibération, on vous demande l'autorisation d'attribuer ces 735 € pour une prime spécifique au ravalement de façades.

**M. LE MAIRE.**- Merci.

Il n'y a pas de demande d'intervention.

Je passe au vote sur ces deux délibérations.

Qui vote pour ?

*(Les délibérations 2025/15 et 2025/16 sont adoptées à l'unanimité.)*

Merci.

**2025/17 PROROGATION DU DELAI D'EXECUTION DE L'AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE (AD'AP) DE LA VILLE DE LILLE ET SES COMMUNES ASSOCIEES DE LOMME ET HELLEMES**

**M. LE MAIRE.**- Monsieur LEMIERE : prorogation du délai d'exécution de l'agenda d'accessibilité programmée ; à vous la parole.

**M. LEMIERE.**- Merci, Monsieur le Maire.

La loi de 2005 pour « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » fixe le principe d'une accessibilité généralisée, intégrant tous les handicaps, qu'ils soient d'ordre physique, visuel, auditif ou mental.

En 2014, face aux difficultés à mettre aux normes les établissements recevant du public (ERP), conformément à la loi de 2005, une ordonnance ministérielle donne lieu à la création de l'agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP). L'Ad'AP engage les collectivités à réaliser des travaux dans un délai défini de neuf ans, à financer ces travaux et à respecter les normes d'accessibilité.

Par la délibération n° 15/374 du 2 juillet 2015, la Ville de Lille et ses Communes associées de Lomme et Hellemmes ont adopté leur Ad'AP. Il comprenait 439 bâtiments répartis sur le territoire de Lille, Lomme et Hellemmes. La répartition était la suivante à cette date :

- 95 bâtiments accessibles ;
- 344 bâtiments à mettre aux normes.

Le bilan de l'Ad'AP en fin d'année 2024 est le suivant :

- le nombre de bâtiments accessibles s'élève à 359, soit 81 % des bâtiments inscrits dans l'agenda ;
- 19 bâtiments ont été retirés de l'agenda pour des raisons de vente, démolition et/ou changement d'activité ;

- 81 bâtiments n'ont pas pu être mis aux normes (25 pour la Ville de Lille, 39 pour Lomme, 17 pour Hellemmes).

Le dispositif de l'Ad'AP prévoit la possibilité de prolonger la durée officielle de l'agenda si, à la fin de la durée accordée, les travaux ne sont pas achevés, sous réserve de s'engager auprès de l'administration sur un calendrier de travaux.

Trois cas permettent de demander une prorogation :

- le cas de force majeure, défini comme un événement « imprévisible, irrésistible et extérieur », qui permet de demander à bénéficier d'une durée supplémentaire de trois ans maximum, renouvelable ;
- la difficulté financière, qui permet de demander à bénéficier d'une durée supplémentaire d'un an maximum, non renouvelable ;
- la difficulté technique, qui permet de demander à bénéficier d'une durée supplémentaire d'un an maximum, non renouvelable.

Chaque demande doit impérativement être motivée et justifiée.

La répartition par commune est la suivante :

- 25 pour Lille ;
- 39 pour Lomme ;
- 17 pour Hellemmes.

Il est donc demandé au Conseil Communal de bien vouloir :

- AUTORISER Madame le Maire ou l'élue déléguée à présenter la demande de prorogation de l'Ad'AP de la Ville de Lille et de ses Communes associées d'Hellemmes et de Lomme au Préfet du département du Nord pour validation.

Merci.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Monsieur LEMIERE.

J'ai deux demandes d'intervention : Madame ZYTKA-TARANTO, puis Monsieur BERLEMONT.

**Mme ZYTKA-TARANTO.**- Monsieur le Maire, chers collègues,

Effectivement, vous l'avez dit, Monsieur LEMIERE, il y a tout juste 20 ans, puisque c'était le 11 février 2005, était promulguée cette loi pour l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Dans cette loi, l'indispensable compensation du handicap a été pensée et réalisée, et même si cette réalisation est encore imparfaite, elle a permis une réelle avancée pour les personnes en situation de handicap.

En ce qui concerne l'obligation d'accessibilité, nous en sommes malheureusement encore loin, tant dans les transports que dans le bâti, tant dans le privé que dans le public. Il est très regrettable que depuis 20 ans, les priorités aient été autres et il faut trop souvent être soi-même confronté à une incapacité pour s'en rendre compte.

En termes d'accessibilité, ce n'est qu'une des formes de handicap, mais on pense aux personnes qui sont dites « à mobilité réduite », parce que, oui, un fauteuil roulant ne peut pas franchir une volée de marches, et même un simple ressaut peut être un obstacle majeur, et comment pouvons-nous tolérer qu'une personne, au motif qu'elle ne peut pas franchir un



escalier sur ses deux jambes, reste à l'écart d'une activité, d'une réunion, d'un spectacle, d'une manifestation, d'une fête ou autres ?

À Lomme, des travaux ont été faits, mais nombre d'espaces sont encore non accessibles ou difficilement accessibles, parfois avec un accès qui est dit « discriminant », puisqu'à l'écart de l'accès du public. Nous savons que nombre d'aménagements ont été réalisés, en particulier depuis 2020. Nous savons aussi, bien sûr, que des travaux ne sont pas faits, et à juste titre, sur des bâtiments qui pourraient changer d'affectation ou qui pourraient être détruits, et la prorogation est nécessaire quand des travaux importants sont prévus et seront réalisés dans les mois qui viennent, comme, par exemple, pour la Maison des Enfants, mais en attendant, le retard persiste et il accentue la situation de handicap de nombre de nos concitoyennes et concitoyens. Je pense notamment à l'Espace des Tisserands, qui, malheureusement, ne peut pas être tout de suite réhabilité et à l'interdiction d'accès au théâtre et à certaines activités de l'école de musique et de danse pour plusieurs Lommoises et Lommois.

Quelle que soit la bonne volonté de la Ville, il est effectivement difficile de compenser aujourd'hui le retard cumulé depuis 20 ans. Certains projets sont techniquement complexes, très exigeants sur le plan financier, et ils auraient dû être largement anticipés.

Il nous paraît indispensable de nous donner aujourd'hui enfin tous les moyens, techniques, humains, financiers, pour finaliser au plus vite cet agenda d'accessibilité programmée. De nouveaux retards ne seraient pas humainement acceptables.

Et, bien sûr, ce n'est pas dans cette délibération mais je l'ajoute, une attention extrême doit être portée aux constructions nouvelles, au-delà de ces normes d'accessibilité qui sont parfois incomplètes.

Nous voterons, bien sûr, pour cette délibération.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.-** Merci, Madame ZYTKA-TARANTO.

Monsieur BERLEMONT.

**M. BERLEMONT.-** Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, Mesdames, Messieurs,

Le dossier Ad'AP, établi en 2016, a permis à la municipalité d'identifier 81 ERP pour établir son calendrier des travaux de mise en accessibilité et ainsi être en mesure de se mettre en conformité avec la loi de 2005.

La crise Covid et les contraintes budgétaires ont compliqué l'avancée des travaux, il est vrai, mais je constate la volonté affirmée et confirmée depuis 2022 par Monsieur le Maire d'accélérer le chantier d'accessibilité. J'en veux pour preuve qu'au 31 décembre 2024, le pourcentage d'ERP accessibles s'élève à 62,5 %, soit 10,23 % d'établissements supplémentaires par rapport à l'année précédente.

Si l'enveloppe budgétaire était de 20 000 € pour l'année 2020, année de la crise Covid, on peut constater que le montant a triplé depuis 2022, passant de 600 000 € pour les périodes 2016-2018 et 2019-2021 à plus de 2 M€ exécutés sur la période 2022-2024, dont 1 350 k€ pour la seule année 2024. Nous aurons 89 % d'ERP accessibles fin 2025.

Il ne vous aura pas échappé que la piscine de Lomme, fraîchement inaugurée et baptisée du nom de Marie Wattel, a également bénéficié de travaux nécessaires pour que tous puissent enfin profiter au mieux de la piscine municipale, ce qui représente 650 k€ de travaux d'accessibilité à elle seule.

Je suis très heureux de constater que la politique d'accessibilité est suivie avec une attention particulière par notre Maire, qui demande à la municipalité les efforts nécessaires dans un contexte de contrainte budgétaire, contrainte qui émane des orientations politiques de l'État.

Les actes parlent d'eux-mêmes. Malgré cette demande de prorogation, le suivi de la politique municipale dans ce domaine se veut sérieux et sincère.

Je vous remercie, Monsieur le Maire, ainsi que notre collègue Monsieur LEMIERE, pour votre pugnacité dans ce domaine qu'est le combat de l'accessibilité universelle et je remercie également les services pour leur expertise technique et budgétaire, car il ne s'agit pas de réaliser ces travaux uniquement pour respecter la loi, mais surtout rendre accessible avec intelligence et efficacité, même si cela demande un peu plus de temps que prévu. Au final, ce seront plus de 6,6 M€ investis dans l'accessibilité à la clôture de cet agenda, ce qui est loin d'être négligeable.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.** - Merci de vos deux interventions, vous vous complétez, quelque part.

Évidemment, il y a le poids de l'histoire, il y a le fait qu'on n'a pas assez, ici et ailleurs, investi ; souvent, ce budget a été un sujet qui permettait de faire d'autres choix en définitive. Les chiffres sont parlants, ceux de Cédric BERLEMONT montrent l'investissement, cher Philippe, et la pugnacité – ce n'est pas la mienne, mais plutôt celle de Philippe LEMIERE, parce que ces discussions ont eu lieu, elles ont été transparentes ; d'ailleurs, cela a été discuté, comme on dit chez moi, et c'est normal, on a mis plus et mieux, mais, évidemment, cela ne résout pas les problématiques qui étaient les nôtres depuis de nombreuses années. Il faut continuer, Philippe nous y engage, Cédric aussi, et toi aussi, Claire, et il y a encore, effectivement, beaucoup de travail à mener, mais il faut pouvoir investir et flécher durablement pour pouvoir compenser à un moment donné ce qui n'a pas été fait. C'est l'objectif, en tout cas, des travaux menés par Philippe et ses compères pour, concrètement, aller dans les écoles, dans les bâtiments publics et dénicher les subventions et le fléchage de l'investissement qui est important.

14 dossiers en 2025, me souffle notre DGS préféré ; on n'a jamais autant fait. Ce n'est pas forcément un seul dossier pour 650 k€ à la piscine, cela a profité à d'autres équipements. C'est un dossier important aujourd'hui, qui est en haut de la pile lorsque l'on discute préventivement du budget, dès le mois de septembre, avec le fait de sauvegarder cette ligne ; c'est très important.

Je passe au vote.

Qui vote pour cette délibération ?

*(La délibération 2025/17 est adoptée à l'unanimité.)*

Je vous remercie.

**2025/18      APPEL A MANIFESTATION D'INTERET D'ASSURANCE MULTIRISQUE HABITATION A  
DESTINATION DES MENAGES LOCATAIRES MODESTES DE LILLE, HELLEMMES ET  
LOMME - DESIGNATION DU LAUREAT - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE VYV  
CONSEIL ET LA VILLE**

**M. LE MAIRE.-** Monsieur DOUICHI, un AMI assurance.

**M. DOUICHI.-** Merci, Monsieur le Maire.

Les Villes de Lille, Lomme et Hellemmes, conformément au Plan de lutte contre les exclusions, ont lancé un appel à manifestation d'intérêt en 2024 pour favoriser l'accès à une assurance multirisque habitation accessible aux locataires respectant un plafond de ressources que l'on appelle « PLS ». Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la politique de lutte contre les exclusions et l'amélioration de l'accès au logement pour nos trois Villes.

Une telle démarche a été initiée face au constat de nombreux locataires qui n'arrivent plus à s'assurer malgré l'obligation légale.

L'appel à manifestation a encouragé le groupe VYV CONSEIL à proposer des tarifs négociés et adaptés aux revenus des locataires concernés.

La convention de partenariat annexée définit les engagements réciproques pendant trois ans à partir de la signature de celle-ci.

Il est demandé au Conseil communal de bien vouloir :

- DESIGNER « VYV CONSEIL » lauréat de l'appel à manifestation d'intérêt ;
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat ;
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document relatif à la mise en œuvre du partenariat ;
- AUTORISER la communication partenariale à destination des Lillois, Lommois et Hellemmois sur l'assurance multirisque habitation construite par VYV CONSEIL détaillée en annexe.

Merci.

**M. LE MAIRE.-** Merci, Monsieur DOUICHI.

J'ai une demande d'intervention de Madame MESANS.

**Mme MESANS.-** Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues,

Les logements sociaux jouent un rôle crucial dans notre ville. Ils offrent un toit à des familles qui, sans eux, se retrouveraient dans des situations précaires.

Cependant, il est essentiel de garantir que ces familles se sentent en sécurité chez elles, et cela passe souvent par la souscription d'une assurance habitation. Malheureusement, beaucoup de nos locataires se trouvent dans l'incapacité financière d'assumer ce coût supplémentaire. Certains sont sans assurance, d'autres sont mal assurés ou disposent d'une assurance inadaptée à leur situation.

Nous sommes tous conscients des temps difficiles que nous traversons, en particulier dans le contexte économique et social actuel, où de nombreuses familles peinent à joindre les deux bouts.

Cette convention vise à alléger le fardeau financier et à garantir que chacun puisse vivre sereinement. Grâce à cette convention, nous espérons non seulement apporter un soulagement aux locataires, mais aussi renforcer le tissu social en veillant à ce que chacun se sente protégé dans son logement. Nous croyons fermement que la protection du foyer ne doit pas être un luxe mais un droit. Nous faisons en sorte que chacun puisse vivre dignement, sans craindre pour sa sécurité financière.

Je vous invite donc à soutenir cette délibération à l'unanimité.

Je vous remercie de votre attention.

**M. LE MAIRE.-** Merci, Madame MESANS.

Je n'ai pas de demande d'intervention complémentaire.

Je passe au vote sur cette belle délibération, très importante.

Qui vote pour ?

*(La délibération 2025/18 est adoptée à l'unanimité.)*

Je vous remercie.

**2025/19 GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE DE LILLE, SES COMMUNES ASSOCIEES, LES CCAS DE LILLE ET DE LOMME ET LA CAISSE DES ECOLES -  
AUTORISATION DE SIGNATURE DES MARCHES D'ASSURANCE**

**M. LE MAIRE.-** Madame CAMBIER, vous êtes presque au chômage ce soir... *(Sourires)*

Deux petites délibérations ; allez-y !

**Mme CAMBIER.-** Et pourtant, il est très tôt.

**M. LE MAIRE.-** Faites-vous plaisir !

**Mme CAMBIER.-** Monsieur le Maire, chers collègues,

Oui, deux petites délibérations.

La première est un groupement de commandes entre la Ville de Lille, ses Communes associées, les CCAS de Lille et de Lomme et la Caisse des écoles pour renouveler nos marchés d'assurance.

Il s'agit d'un marché de sept lots qui sont renouvelés pour une durée de six ans, un total de 3,3 M€.

Suite à la Commission d'appel d'offres et malgré de nombreuses hausses sur chaque lot, chaque lot a trouvé preneur, donc on s'en réjouit, quand de nombreuses Communes ne trouvent plus d'assureur.

Les sept lots sont les suivants :

- lot 1 : « Assurance Dommages aux biens et risques annexes », le principal, 2,2 M€ ;
- lot 2 : « Assurance Responsabilité et risques annexes » ;
- lot 3 : « Assurance Flotte automobile et risques annexes » ;
- lot 4 : « Assurance Protection juridique des personnes physiques » ;
- lot 5 : « Assurance Tous dommages aux objets précieux et/ou d'exposition » ;
- lot 6 : « Assurance Tous dommages aux instruments de musique » ;
- lot 7 : « Assurance Risques numériques », lot très important, on le sait.

Il s'agit, à travers cette délibération, de vous autoriser à signer les pièces du marché et d'imputer les dépenses correspondantes.

**M. LE MAIRE.**- Très bien.

Monsieur LEROY, une intervention ?

**M. J. LEROY.**- Monsieur le Maire, chers collègues,

Une courte intervention pour dénoncer le choix d'assureurs comme Allianz ou SCOR, par exemple. En plus de saler la note et d'augmenter leurs tarifs, au même titre que leurs profits, 14 Md€ en 2024, soit dit en passant, ces assureurs, contrairement à d'autres comme la MAIF, Groupama ou Generali, par exemple, continuent, selon la très sérieuse ONG Reclaim Finance, à financer des nouveaux projets d'énergies fossiles (290 M\$ pour Allianz), à soutenir via leurs votes en Conseil d'administration de grands groupes comme Total, des Directions qui développent les énergies fossiles, y compris les plus polluantes (pétrole conventionnel, sable bitumeux, gaz de schiste). Ce faisant, elles alimentent directement le dérèglement climatique, tout en assurant de plus en plus mal le risque climatique.

La Ville de Lille, en retenant ces assureurs, valide la posture de pompier pyromane de ces derniers.

La Ville de Lomme, vous l'avez rappelé, s'est résolument engagée dans la transition écologique en activant différents leviers : aménagements urbains, investissements dans les énergies renouvelables, sensibilisation aux enjeux environnementaux de nos concitoyens.

Il serait donc intéressant, pour compléter cette panoplie de mesures que nous soutenons pleinement, d'envoyer des signaux forts aux entreprises de la finance internationale quant au refus des Villes en TransitionS de participer, de faire affaire avec les assureurs et les banques engagés dans une course mortifère à l'extraction des énergies fossiles.

Pour cette raison, nous ne voterons pas cette délibération et nous nous abstiendrons.

Merci.

**M. LE MAIRE.**- Merci beaucoup.

Avez-vous une réponse à apporter, Madame CAMBIER ?

**Mme CAMBIER.**- Les marchés sont faits avec des critères qui n'intègrent peut-être pas ce genre de réflexion, mais on en prend note pour faire remonter cette remarque.

**M. J. LEROY.**- Merci.

**M. LE MAIRE.**- Je passe au vote.

Qui vote pour cette délibération ? *(La majorité municipale, Madame DE RUYTER (pouvoir) et Monsieur GROSSE.)*

Qui s'abstient ? *(Madame ZYTKA-TARANTO, Monsieur BECHROURI, Monsieur LEGRAND et Monsieur J. LEROY.)*

*(La délibération 2025/19 est adoptée à l'unanimité. Madame ZYTKA-TARANTO, Monsieur BECHROURI, Monsieur LEGRAND et Monsieur J. LEROY s'abstiennent.)*

Merci beaucoup.

## **2025/20      ACCORD-CADRE AYANT POUR OBJET LA FOURNITURE ET LA POSE DE MOBILIER URBAIN POUR LA VILLE DE LILLE ET SES COMMUNES ASSOCIEES**

**M. LE MAIRE.**- Dernière délibération, Madame CAMBIER.

**Mme CAMBIER.**- Il s'agit d'un accord-cadre pour renouveler fourniture et pose de mobilier urbain dans la ville, donc les bancs, les chaises... ce qui peut à la fois être fonctionnel et embellir nos espaces quotidiens.

L'accent a été mis pour vérifier l'origine et le réemploi des matériaux.

On a deux lots :

- un pour du mobilier standard à 950 000 € ;
- un qui est plus sur mesure à 600 000 €.

Ces accords-cadres courront jusqu'à juin 2026.

Il s'agit de vous autoriser, Monsieur le Maire, à signer ces accords-cadres.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Madame CAMBIER.

Il n'y a pas d'intervention complémentaire.

Je passe au vote.

Qui vote cette délibération ?

*(La délibération 2025/20 est adoptée à l'unanimité.)*

Merci beaucoup.



Notre Conseil est terminé. Le prochain se tiendra le 3 avril, pour un Conseil peut-être aussi court qu'aujourd'hui, mais c'est peut-être la présence de Madame la représentante de *La Voix du Nord* qui nous a mobilisés, donc un Conseil court, comme je vous l'avais promis !

Bonne soirée à chacun d'entre vous.

*(La séance est levée à 21 heures 40.)*

PUBLIE LE : 02 MAI 2025  
Secrétaire de Séance



Olivier CAREMELLE

Maire de Lomme  
Conseiller Départemental du Nord

